

DIALOGUE GLOBAL

13.3

3 numéros par an, en plusieurs langues

Entretien avec
Rita Segato

Breno Bringel
Vitória Gonzalez

Margaret Archer
Michel Wieviorka
Michael Burawoy
Margaret Abraham
Sari Hanafi
Geoffrey Pleyers
Martin Albrow

LISA à l'honneur

Le monde selon
la théorie critique
(et vice versa)

Stephan Lessenich
Gurminder K. Bhambra
Manuela Boateá
Patricia Cipollitti Rodríguez
Bruna de la Torre de C. Lima
Esteban Torres

Décarbonation
et colonialisme vert

Breno Bringel
Maristella Svampa
Hamza Hamouchène
Nnimmo Bassey
Manifeste Sud-Sud

Perspectives théoriques

Kathya Araujo

Rubrique ouverte

- > **Politique de la peur
et imaginaire politique autoritaire**
- > **Les luttes pour l'eau, un acte de résistance
au capitalisme néolibéral**

MAGAZINE



isa
Association
Internationale
de Sociologie

VOLUME 13 / NUMÉRO 3 / DÉCEMBRE 2023
<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

GD



> Éditorial

Dans l'entretien qui ouvre ce numéro, nous discutons avec la chercheuse et militante féministe Rita Segato de ses contributions sur les questions de genre, de violence et de colonialité et des manières de renforcer le dialogue Sud-Sud et le dialogue à l'échelle mondiale sur ces questions. Rita Segato expose également ici son point de vue sur des sujets d'actualité, comme les replis autoritaires et l'internationalisation du mouvement féministe.

Notre association, l'ISA, fait l'objet d'une rubrique spéciale dans ce numéro. Cinq de ses anciens présidents (Margaret Archer, Michel Wieviorka, Michael Burawoy, Margaret Abraham et Sari Hanafi) ainsi que son président actuel (Geoffrey Pleyers), récemment élu à Melbourne, rendent un hommage bien mérité à Izabela Barlinska, secrétaire exécutive de l'Association qui prend maintenant sa retraite après 40 années d'intense dévouement. Nous publions également le discours d'investiture de Pleyers au XX^e Congrès mondial de Sociologie. La rubrique se termine sur une triste nouvelle, le récent décès de Margaret Archer, à qui Martin Albrow rend un hommage personnel.

Deux dossiers suivent cette rubrique. Le premier, intitulé « Le monde selon la théorie critique (et vice versa) », organisé par Stephan Lessenich et Estaban Torres, dresse le bilan de la théorie critique à l'occasion du centenaire de l'*Institut für Sozialforschung* (IfS). Dans les six articles de la section, la théorie critique de l'école de Francfort est remise en question et revisitée à travers différents points de vue : sa relation avec la sociologie globale (Stephan Lessenich), la critique postcoloniale (Gurminder K. Bhambra) et décoloniale (Patricia Cipollitti Rodríguez), la mondialisation de l'expérience périphérique (Manuela Boatcă), l'industrie culturelle (Bruna de la Torre de Carvalho Lima), et un appel à de nouvelles théories critiques de la société mondiale (Esteban Torres).

Avec le même souci de chercher à saisir l'interconnexion globale des phénomènes sociaux, la section « Décarbonation et colonialisme vert » explore les répercussions des

transitions écologiques hégémoniques dans le Sud global. Selon Bringel et Svampa, nous assistons aujourd'hui à l'émergence d'un nouveau consensus capitaliste centré sur la question du climat et de l'environnement, qu'ils définissent comme le « consensus de la décarbonation ». De leur côté, les activistes Hamza Hamouchène et Nnimmo Bassey analysent d'un point de vue respectivement nord-africain et panafricain le « colonialisme vert » découlant des transitions énergétiques du Nord global. Enfin, nous publions le Manifeste des peuples du Sud pour une transition écosociale juste et populaire, rédigé par des activistes, des intellectuels et des organisations d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

Dans la section consacrée aux « Perspectives théoriques », la sociologue chilienne Kathya Araujo appelle à repenser la théorie de l'autorité (et de l'autoritarisme). Après avoir passé en revue les modèles classiques, elle examine plusieurs transformations sociétales qui les ont rendus obsolètes. Araujo nous propose également des pistes pour repenser l'autorité à partir d'une approche interactive et relationnelle.

Dans le premier article de la « Rubrique ouverte », Lara Sartorio, influencée par Araujo, examine comment la politique de la peur détermine les subjectivités et établit un imaginaire politique autoritaire. Enfin, Madelaine Moore présente quelques-unes des principales conclusions de son livre *Water struggles as resistance to neoliberal capitalism*, en mettant en dialogue de manière créative la théorie de la reproduction sociale et la politique de l'eau.

Au moment où nous terminons notre première année en tant que nouvelle équipe éditoriale de *Dialogue Global*, nous nous réjouissons de pouvoir continuer à établir des ponts entre les publics, les cultures, les lieux et les traditions intellectuelles. En attendant la suite avec le prochain volume, j'espère que vous apprécierez ce numéro et que vous nous aiderez à le faire connaître dans votre langue. ■

Breno Bringel, rédacteur en chef de *Dialogue Global*

> **Dialogue Global est disponible en plusieurs langues sur [son site web](#).**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue.isa@gmail.com.**

ISA Association
Internationale
de Sociologie

**DIALOGUE
GLOBAL**



> Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Breno Bringel.

Rédactrices adjointes : Vitória Gonzalez, Carolina Vestena.

Réviseur : Christopher Evans.

Chefs d'édition : Lola Busuttil, August Bagà.

Consultants : Michael Burawoy, Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Rédacteurs consultants :

Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloísa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barlinska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khunou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Elina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Nazanin Shahrokni.

Équipes régionales

Monde arabe : (*Liban*) Sari Hanafi, (*Tunisie*) Fatima Radhouani.

Argentine : Magdalena Lemus, Juan Parcio, Dante Marchissio.

Bangladesh : Habibur Khondker, Khairul Chowdhury, Mohammad Jasim Uddin, Bijoy Krishna Banik, Abdur Rashid, Abu Ibrahim Huda, Mohammed Jahirul Islam, Sarker Sohel Rana, Eashrat Jahan Eyemoun, Helal Uddin, Yasmin Sultana, Saleh Al Mamun, Ekramul Kabir Rana, Farheen Akter Bhuian, Khadiza Khatun, Aysha Siddique Humaira, Arifur Rahman, Istiaq Nur Muhit, Md. Shahin Aktar, Suraiya Akhter, Alamgir Kabir, Taslima Nasrin.

Brsil : Fabrício Maciel, Andreza Galli, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes, Ricardo Nóbrega.

France/Espagne : Lola Busuttil.

Inde : Rashmi Jain, Manish Yadav, Rakesh Rana.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Elham Shushtarizade.

Kazakhstan : Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel, Almagul Mussina, Aknur Imankul, Madiyar Aldiyarov.

Pologne : Aleksandra Biernacka, Anna Turner, Joanna Bednarek, Marta Błaszczczyńska, Urszula Jarecka.

Roumanie : Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, George Bonea, Marina Dafta, Costin-Lucian Gheorghe, Alin Ionescu, Karina Ludu, Diana Moga, Ramona-Cătălina Năstase, Bianca Pințoiu-Mihăilă.

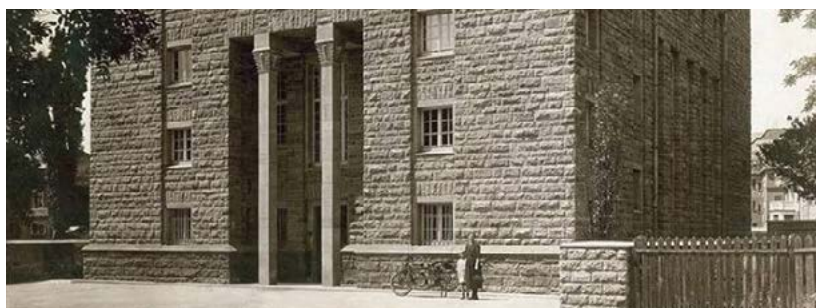
Russie : Elena Zdravomyslova, Daria Kholodova.

Taiwan : Wan-Ju Lee, Tao-Yung Lu, Yi-Shuo Huang, Chien-Ying Chien, Mark Yi-wei Lai, Yun-Jou Lin, Yun-Hsuan Chou.

Turquie : Gül Çorbacioğlu, Irmak Evren.



Dans cette interview, l'anthropologue et militante féministe argentine **Rita Segato** partage ses réflexions, notamment sur la colonialité, en insistant sur la nécessité de renforcer les dialogues Sud-Sud.



Le 100^e anniversaire de l'Institut de recherche sociale – la dite « École de Francfort » – est l'occasion de dresser un bilan historique de **la théorie critique** et de la revisiter.



La transition socio-écologique, devenue une priorité politique et économique, ne doit pas se réduire à une transition énergétique, pas plus qu'elle ne doit aggraver encore davantage les inégalités Nord-Sud.

Page de couverture. Crédit : iStock, 2021.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial 2

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

Dépasser la minorisation et la colonialité :
Entretien avec Rita Segato

Breno Bringel, Brésil/Espagne, et Vitória Gonzalez, Brésil 5

> L'ISA À L'HONNEUR

Hommage à Izabela Barlinska : 40 ans au service de l'ISA

Margaret Archer, Royaume-Uni, Michel Wieviorka, France, Michael Burawoy et Margaret Abraham, États-Unis, Sari Hanafi, Liban, et Geoffrey Pleyers, Belgique 8

Une sociologie mondiale en pleine transformation
Geoffrey Pleyers, Belgique 12

Mon hommage à Margaret Archer (1943-2023)
Martin Albrow, Royaume-Uni 15

> LE MONDE SELON LA THÉORIE CRITIQUE (ET VICE VERSA)

Théorie critique et sociologie globale, des sœurs d'armes ?
Stephan Lessenich, Allemagne 16

Le colonialisme du coton :
Un réexamen postcolonial du capitalisme
Gurminder K. Bhambra, Royaume-Uni 18

La périphérie répond en mondialisant
l'expérience coloniale
Manuela Boatcă, Allemagne 20

Totalité et extériorité :
Catégories pour une théorie critique décoloniale
Patricia Cipollitti Rodríguez, États-Unis 22

L'industrie culturelle, un enjeu de recherche (politique)
pour la théorie critique

Bruna Della Torre de Carvalho Lima, Allemagne/Brsil 25

Vers une théorie critique de la société mondiale
Esteban Torres, Argentine 27

> DÉCARBONATION ET COLONIALISME VERT

Le consensus de la décarbonation

Breno Bringel, Brésil/Espagne, et Maristella Svampa, Argentine 29

Transition énergétique en Afrique du Nord :
Colonialisme, dépossession et expropriation
Hamza Hamouchène, Royaume-Uni/Algérie 33

Colonialisme vert et colonialisme interne en Afrique
Nnimmo Bassey, Nigeria 36

Manifeste des peuples du Sud
pour une transition énergétique écosociale
Article collectif 39

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

La nécessité d'une théorie renouvelée de l'autorité
(et de l'autoritarisme)
Kathya Araujo, Chili 42

> RUBRIQUE OUVERTE

Politique de la peur et imaginaire politique autoritaire
Lara Sartorio Gonçalves, Brésil 45

Les luttes pour l'eau, un acte de résistance
au capitalisme néolibéral
Madelaine Moore, Allemagne 48

“Une sociologie mondiale ne peut ni rester enracinée dans les universités et les canons occidentaux qui se sont présentés comme universels, ni se limiter à la critique de cette sociologie occidentale”

Geoffrey Pleyers

> Dépasser la minorisation et la colonialité

Entretien avec Rita Segato



Crédit : Beto Monteiro / Secom UnB.

Rita Segato est une écrivaine, anthropologue et militante féministe argentine réputée. Professeure émérite à l'Université de Brasilia, elle s'est vue décerner ces dernières années près d'une douzaine de diplômes honoris causa par des universités européennes et latino-américaines, ainsi que plusieurs autres importantes distinctions. Elle a notamment reçu pour l'ensemble de son travail le Prix Frantz Fanon de l'Association caribéenne de Philosophie (2021) et a été nommée Personnalité illustre de la Culture par la municipalité de Buenos Aires (2019). Elle est également titulaire d'une chaire à son nom sur la « pensée inconfortable » à l'Université nationale de San Martín, en Argentine, et de la chaire Aníbal Quijano au musée Reina Sofía de Madrid. Outre une brillante carrière universitaire et des

recherches innovantes sur divers sujets tels que la race, l'appartenance ethnique, la nation, la religion, le genre, la violence et la colonialité, Rita Segato a grandement contribué à la défense des droits humains. Par exemple, elle est coauteure de la première proposition de discrimination positive visant à garantir l'accès des étudiants noirs et indigènes à l'enseignement supérieur au Brésil (1999). Elle a également collaboré avec diverses organisations de femmes en Amérique latine et fait figure de référence pour le mouvement féministe. Elle a récemment publié en anglais [The Critique of Coloniality](#) (Routledge, 2022). L'entretien qui suit, daté de septembre 2023, a été mené par **Breno Bringel** et **Vitória Gonzalez**, respectivement rédacteur en chef et rédactrice adjointe de Dialogue Global.

Breno Bringel et Vitória Gonzalez (BB & VG) : *Bien que votre travail soit désormais reconnu dans le monde entier, nous pensons qu'il gagnerait à être mieux connu par nos lecteurs dans des régions du monde comme l'Afrique, l'Asie, le Moyen-Orient et même certaines régions d'Europe. En quoi, à votre avis, vos recherches – qui sont principalement axées sur l'Amérique latine – présentent-elles un intérêt dans d'autres contextes ? En quoi peuvent-elles contribuer à favoriser les dialogues à l'échelle mondiale à partir des pays du Sud ?*

Rita Segato (RS) : Malheureusement, la principale plaque tournante pour la circulation des idées reste les États-Unis. Le filtrage de ce qui vaut la peine d'être acheté passe par les États-Unis, et c'est vers ce filtre que la plupart des communautés scientifiques se tournent pour savoir ce qui vaut la peine d'être lu, ce qui a été approuvé par le filtrage du Nord global. La validation vient de là, et c'est l'une des missions de l'empire. D'un autre côté, on parle beaucoup de la circulation des idées dans la sphère des pays du Sud global. Désolée, mais je ne crois pas à ce confinement auto-imposé. Je me sens plus proche du maître à penser péruvien Aníbal Quijano, qui disait que, bien qu'étant originaire du Sud, sa pensée ne portait pas sur le Sud ou ne s'adressait pas seulement au Sud, mais au monde entier. La structure du monde encore coloniale est un problème planétaire, et la nécessité de l'examiner et de l'abolir est également une question mondiale.

En ce qui concerne mes travaux, j'aimerais rencontrer davantage d'auteurs africains, caribéens, asiatiques et moyen-orientaux qui travaillent sur des questions contemporaines. La virtualité a ouvert cette possibilité, même si elle n'a pas été pleinement exploitée et n'est toujours pas comparable à la co-présence et la co-corporalité. Mais même lorsque nous envisageons de dialoguer avec des auteurs des anciennes colonies, il ne nous faut jamais perdre de vue l'idée que nous pensons et écrivons pour le monde. Cette réflexion rejoint ma critique de la minorisation, c'est-à-dire la critique de la place que le multiculturalisme donne aux « autres » par rapport aux sujets ontologiquement complets : femmes, Indiens, Noirs, sexualités dissidentes, etc.

De mon point de vue, cette situation de minorité politique qui pense à partir d'elle-même, sur elle-même et pour elle-même doit être détruite. Par exemple, si nous les femmes, parvenons à faire avancer nos propositions, si le patriarcat s'effondre et se décompose, toutes les structures de pouvoir s'en trouvent déstabilisées, et c'est quelque chose que nos adversaires savent très bien. C'est à cause du danger que nous représentons qu'ils incitent leurs ouailles à descendre dans la rue répéter des absurdités comme, par exemple, que le « genre » – qui est une catégorie analytique capable de rendre compte de la variété des constructions culturelles sur ce qu'est un homme ou une femme – est une « idéologie ». Les foules descendues dans les rues pour scander des slogans sans les

comprendre sont la preuve irréfutable de la mesure dans laquelle les « minorités » sous-estimées affectent et menacent la structure inégalitaire du monde.

BB & VG : *Si l'un de vos travaux qui n'a pas encore été diffusé au niveau international pouvait être traduit dans toutes les langues dans lesquelles notre magazine est publié, lequel recommanderiez-vous, et pourquoi ?*

RS : C'est une question compliquée, à laquelle il est difficile de répondre pour un auteur. Il est également difficile d'y répondre parce que certains de mes textes traitent de l'oppression patriarcale, d'autres de l'oppression raciale, et d'autres encore de la différence entre « la politique » et « le politique » (autrement dit, de la mainmise de l'État sur le politique). De nombreux essais se présentent désormais sous la forme d'interviews et même d'enregistrements vidéo. J'ai tendance à multiplier mes interventions et à produire de moins en moins d'écrits, en raison de mon âge et parce qu'il y a urgence à me faire comprendre.

Mais dans mon avant-dernier livre, intitulé *Cenas de um pensamento incômodo* (Scènes d'une pensée inconfortable), publié en 2022 en portugais et en 2023 en espagnol, il y a deux textes moins connus : « Refundar o feminismo para refundar a política » (Réinventer le féminisme pour réinventer la politique) et « Nenhum patriarcado fará a revolução: reflexões sobre as relações entre capitalismo e patriarcado » (Aucun patriarcat ne fera la révolution : réflexions sur les rapports entre capitalisme et patriarcat). Dans mon dernier livre, publié en espagnol au Chili, intitulé *Expuesta a la muerte* (Exposée à la mort), la très courte préface « Encomio de la incertidumbre » (Éloge de l'incertitude) reflète très bien mes idées.

Il y a aussi un livre qui est à la base de tous les développements ultérieurs de ma pensée : *Las estructuras elementales de la violencia* (Les structures élémentaires de la violence). Bien que certains de mes ouvrages plus récents aient été traduits ou soient en cours de traduction en anglais, allemand, français, italien, portugais et même en grec, celui-ci n'a pas eu la même chance. L'un des chapitres clés de cet ouvrage, « La estrutura de género y el mandato de violación » (La structure de genre et le mandat de viol), a depuis lors servi de base à toute ma réflexion.

J'ai consacré plusieurs chapitres de mon livre *La Nación y sus Otros* (La nation et ses autres) à la critique du multiculturalisme mentionnée précédemment ; je pense en particulier au chapitre « Identidades Políticas / Alteridades Históricas: uma crítica a las certezas del pluralismo global » (Identités politiques / Altérités historiques : une critique des certitudes du pluralisme mondial). Dans ce livre, je développe par ailleurs une critique de la « politique », qui en train de devenir centripète, interne, endogame et territoriale au sens où elle est enfermée dans son propre réseau d'appartenance.

BB & VG : On trouve dans vos travaux diverses manières très intéressantes d'explorer la relation entre genre et colonialité. Comment peut-on aujourd'hui, dans le contexte de montée de l'extrême droite dans le monde, aborder ce mécanisme historique qui renforce le racisme, le colonialisme et la violence de genre ?

RS : D'un côté, il y a la question des liens entre racisme, patriarcat et colonialité. De l'autre, il y a celle des processus de formation du fascisme contemporain. S'il existe une stratégie, une méthode – pour ainsi dire – et une structure qui nous permettent d'identifier les idéologies fascistes, c'est qu'elles sont toutes basées sur la construction d'un « autre » désigné comme l'ennemi. Le fascisme a besoin d'un ennemi, d'une victime sacrificielle et d'un bouc émissaire pour que le pouvoir et ses alliés puissent assurer leur cohésion. C'est donc en créant cet « autre » que le fascisme se construit. Les personnes racisées, les femmes et les dissidents sexuels sont donc tout désignés pour jouer le rôle de cet « autre ». L'héritage de la structure permanente de la colonialité rend disponible ce que l'on appelle « l'ennemi commun de la société ». Le pas est vite franchi car cet « autre » construit comme une menace était déjà disponible. Il est très facile de diaboliser les femmes, les personnes racisées et les dissidents sexuels dans la mesure où la structure coloniale du monde les rend déjà suspects.

BB & VG : Pendant un certain nombre d'années, on pensait que les pays qui, comme l'Argentine, avaient fait un travail de mémoire historique et connu des luttes soutenues en faveur des droits de l'homme seraient plus à l'abri de replis autoritaires. Pourtant, aujourd'hui, on observe également dans ce pays une vague révisionniste et, dans certains cas, négationniste. Comment analysez-vous ce processus ?

RS : Il y a au moins deux aspects de la vie politique argentine à prendre en considération. Premièrement, l'extériorité de la gestion de l'État par rapport à ses administrés : le territoire et la vie des gens, installés depuis la fondation de nos États (ce que j'appelle « l'erreur fondatrice », qui établira la colonialité permanente de cette gestion). Deuxièmement, la distance entre la politique (les actions et décisions dérivées de la structure étatique, avec les partis politiques, les mouvements sociaux organisés et les factions et intérêts qui existent en leur sein – l'orientation de leur action étant éminemment centripète, intestinale, endogame) et le politique (qui circule dans la société, tisse les relations sociales, et oriente de facto l'histoire).

Dans le cas de l'Argentine, le vote de droite semble être une demande de « redémarrage » de la politique émanant de secteurs de la société qui réclament une participation plus juste aux décisions pouvant avoir une incidence sur le cours des événements. Ils perçoivent la politique comme étant confinée aux labyrinthes des partis, au mépris des

espaces réellement habités par les gens, et se sentent traités comme des troupeaux que l'on pourrait mener où l'on veut. Cette absence (ou cette expropriation) du rôle principal génère du ressentiment, en particulier chez les jeunes. À cela s'ajoute le message selon lequel « vous n'existez pas, vous n'avez pas une vie pleine si vous ne vivez pas sous les projecteurs des médias ». Il y a une accumulation de ressentiment due aux promesses de démocratie et de modernité qui n'ont jamais été tenues.

La démocratie n'a jamais cessé d'être un projet de démocratie. Et la modernité – égalité des chances, fraternité, liberté – n'a jamais cessé non plus d'être un projet de modernité. Or cette accumulation de ressentiment et de déception est utilisée par les forces politiques antidémocratiques. Ainsi, même les « droits » obtenus en rendant justice et en jugeant les responsables du génocide argentin semblent aujourd'hui lointains. Ils sont aujourd'hui l'affaire d'un État à la gestion et à la configuration duquel les majorités ne participent pas et dont elles ne se sentent pas partie prenante.

BB & VG : Existe-t-il aujourd'hui une Internationale féministe ?

RS : L'idée d'une « Internationale » est bien sûr intéressante parce qu'elle met en avant un féminisme qui traverse les frontières, communique et s'unit à travers des revendications, des slogans et des étendards communs. Cependant, elle court le même risque que la distance à laquelle je faisais référence, entre « le politique » et « la politique ». Des sommets d'« experts » et des orthodoxies peuvent apparaître et nuire au mouvement. Le mouvement féministe sera pluraliste ou ne sera pas. Il sera pour un monde sans hégémonie, ou ne sera pas. En raison du verticalisme du féminisme eurocentrique, certains secteurs du mouvement en Afrique ont choisi de parler de « womanism » plutôt que de féminisme. Il s'agit d'histoires très différentes, avec des structures de genre, des luttes et des objectifs distincts, qui sont façonnés par ces différences. Lorsque nous examinons nos problèmes communs à travers le prisme des différences, alors une internationale féministe peut trouver sa légitimation.

BB & VG : Une dernière question rapide. D'après vous, quels enseignements la sociologie globale a-t-elle à tirer des peuples indigènes de notre continent ?

RS : Précisément une politique qui ne produise pas cette distance entre les instances dirigeantes et les peuples, et une politique capable d'imaginer un monde pluriel sans objectiver la Nature et les corps. Un « projet historique des liens » qui soit vivant et en tension avec le « projet historique des choses », car il s'agit d'imaginaires très différents de ce qu'est le bonheur. ■

> Hommage à Izabela Barlinska :

40 ans au service de l'ISA

Margaret Archer, Michel Wieviorka, Michael Burawoy, Margaret Abraham, et Sari Hanafi, anciens présidents de l'ISA, et **Geoffrey Pleyers,** président actuel de l'ISA



Allocution d'Izabela Barlinska lors de l'hommage qui lui a été rendu au XX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA à Melbourne, 2023.

Margaret Archer, Présidente de l'ISA de 1986 à 1990*

Il y a plus de 40 ans, le comité exécutif de l'Association internationale de Sociologie (ISA), réuni en Pologne, faisait la connaissance d'Izabela, qui se tenait bien droite au milieu d'un tourbillon de flocons de neige pour nous accueillir. Comme elle était la nièce de Magdalena Sokołowska, je pensais que cette doctorante ne faisait qu'aider à l'organisation sur place. Comme je me suis trompée ! Il ne s'agissait pas d'une interruption d'une semaine de sa thèse sur Virginia Woolf, mais du début de quatre décennies de collaboration avec l'ISA. Nous nous sommes immédiatement entendues ; après tout, j'avais moi aussi commencé des études de littérature anglaise, mais je me suis pendant plusieurs années demandé si nous avons bien fait de l'encourager à quitter la Pologne pour cette association nomade qu'était l'ISA.

La seule personne qui n'a pas eu ce type de scrupules était Tom Bottomore – lui-même ancien Secrétaire exécutif, avant de devenir Président de l'ISA –, qui a très tôt su reconnaître les talents administratifs et organisationnels d'Izabela du temps où le Secrétariat était basé à Bruxelles. Il est devenu son fidèle soutien et ami, car à l'époque il faisait partie des rares hommes à ne pas voir de contradiction entre le fait d'être une femme et d'être professionnellement compétente. Nous avons toutes deux bénéficié de sa vision « éclairée » ! La localisation à Bruxelles n'était pas appelée à durer, le projet étant de transférer le Secrétariat en Espagne (1987). Il s'agissait d'un changement compliqué, car l'idée de l'ISA de disposer d'une base stable pour le Secrétariat s'est trouvée mêlée à un conflit avec un nouveau centre de recherche national, qui revendiquait les mêmes locaux à

Madrid. Je me souviens de certaines « négociations » impliquant d'installer une gigantesque table, et des protestations de l'ISA auprès du ministère de l'Éducation.

Lorsque je parle du « Secrétariat », en 1987, il s'agissait en fait de la seule Izabela, qui, alors débutante en espagnol, était très douée pour le *networking* mais connaissait peu de collègues à Madrid, et ne pouvait compter que sur son bon sens pour trouver un logement sur place. Faisant preuve d'une remarquable persévérance, elle a rapidement obtenu le soutien de l'Association pour résoudre le problème du logement, a montré son talent pour consolider une nouvelle équipe de travail, a vite gagné une aisance enviable en espagnol et acquis l'appartement avec terrasse où j'ai du mal à croire que je lui ai rendu visite pour la dernière fois pour partager un verre de vin pendant que le soleil se couchait sur Madrid.

Comme le Comité exécutif tenait sa réunion annuelle dans une ville différente chaque année, Izabela et moi avons voyagé ensemble et nous nous sommes mondialisées avant même que le terme n'existe. Notre collaboration s'est intensifiée lorsque je suis devenue Présidente, et ce n'est qu'à ce moment-là que j'ai réalisé l'étendue de ses responsabilités. Qu'il s'agisse de la création d'une

nouvelle revue (*International Sociology*), de l'introduction tardive de l'espagnol comme troisième langue officielle de l'Association, ou de répondre à la multiplication des comités de recherche, ou encore du protocole d'accueil du roi et de la reine au Congrès mondial de 1990, toutes ces tâches lui incombait et étaient aisément incorporées dans sa charge de travail administratif.

Plus tard, Izabela est revenue à son objectif initial de faire un doctorat, mais cette fois consacré au mouvement Solidarnosc en Pologne – un travail qui sera ensuite publié en espagnol et en polonais. Nous sommes toujours restées en contact. La plupart du temps, nous essayions de prendre une semaine de vacances quelque part, souvent en compagnie de Céline Saint-Pierre. Enfin, lorsque j'ai obtenu un poste de professeure invitée à l'Université de Navarre, à Pampelune, c'était formidable de pouvoir prendre l'avion pour Madrid et passer quelques jours avec elle, pour faire du shopping, visiter les musées et partager à nouveau un verre de vin sur sa terrasse. Izabela a beaucoup apporté à chacun des membres qui composent l'ISA aujourd'hui, y compris ceux qui n'ont jamais eu le privilège de la rencontrer. Puisse-t-elle trouver son retour en Pologne bienvenu et épanouissant. ■

* Margaret Archer a écrit ces lignes le 2 avril 2023, à peine un mois avant son décès (voir la [nécrologie](#) dans ce numéro de Dialogue Global).

Michel Wiewiorka, Président de l'ISA de 2006 à 2010

ISA... IZABELA : oui, l'ISA a été « Bella » avec IZabela. En tant que membre de l'ISA depuis 1982 (l'année du Congrès de Mexico !) et pour avoir travaillé en étroite collaboration avec elle lorsque j'étais Président, je peux dire que sans elle notre association n'aurait pas été ce qu'elle a été jusqu'à présent.

Izabela a toujours été à la fois incroyablement efficace et amicale. Toujours au fait et partie intégrante de nos activités intellectuelles et scientifiques, et excellente pour

gérer les questions administratives. Véritablement globale et internationale, et en même temps tellement polonaise – du bon côté de la vie politique et sociale polonaise. Présente quand c'est nécessaire ou utile, mais sans exagérer. Connaissant tout et tant de gens parmi nous, mais sans jamais s'ingérer. Permettez-moi d'ajouter un mot en français : Izabela n'a pas seulement joué un rôle essentiel au sein de l'ISA. C'est aussi une personne d'une grande élégance, qui a « la classe », la « grande classe ». Je lui souhaite le meilleur pour sa nouvelle vie. ■

Michael Burawoy, Président de l'ISA de 2010 à 2014

Izabela Barlinska s'est consacrée à l'épanouissement de l'ISA et a ainsi apporté une contribution majeure au développement de la sociologie internationale et, plus récemment, de la sociologie globale. C'est avec beaucoup de tristesse que j'ai appris le décès de Margaret Archer, car elle aussi avait contribué de manière importante à ce projet, travaillant en étroite collaboration avec Izabela dans les années cruciales où l'ISA s'est installé à Madrid. De tous les Présidents de l'Association, c'est elle qui connaissait le mieux Izabela. L'hommage

qu'elle a rendu à Izabela constitue probablement l'un de ses derniers écrits.

Margaret Archer nous raconte comment Izabela a été recrutée par sa tante pour accueillir le Comité exécutif à Varsovie en 1977, alors qu'elle était encore étudiante. C'était quatre ans avant qu'Izabela ne s'engage activement auprès du mouvement Solidarnosc. Lorsque la loi martiale a été déclarée en ce jour fatidique de décembre 1981, la direction clandestine de Solidarnosc a encouragé Izabela à

occuper un poste d'invitée au bureau de l'ISA. Ils pensaient que sa présence en Europe de l'Ouest pourrait constituer un lien important entre l'opposition présente en Pologne et celle en exil. Soyons clairs : Izabela ne fuyait pas son pays, elle ne demandait pas l'asile à l'Ouest. Cela ne lui est jamais venu à l'esprit. Elle était une citoyenne polonaise loyale, qui faisait ce qu'elle pouvait pour soutenir les forces démocratiques de son pays. L'étude de la vie d'Izabela est particulièrement adaptée au thème du dernier Congrès de l'ISA, consacré à la politique anti-autoritaire.

Bien qu'elle n'ait jamais aimé faire étalage de ses connaissances et de ses compétences, il convient de rappeler qu'Izabela est sociologue. Tout en dirigeant l'ISA, elle a rédigé sa thèse de doctorat à l'Université Complutense de Madrid, sous la direction du professeur Víctor Pérez-Díaz. Il s'agit d'une étude de la vie quotidienne sous le régime de Solidarnosc et de la loi martiale en Pologne, dans le contexte de l'évolution de l'opposition à l'État-parti. La thèse a été publiée en espagnol sous le titre [La sociedad civil en Polonia y Solidaridad](#) (La société civile en Pologne et Solidarnosc). Bien qu'elle ne l'ait pas su à l'époque, elle montre que ce fut le début de la fin de l'ère soviétique. Il s'agit d'un rappel essentiel que les luttes contre l'autoritarisme peuvent ne pas être couronnées de succès à court terme mais avoir néanmoins des répercussions à long terme.

Mais je m'éloigne de mon sujet – Izabela et sa contribution à l'ISA. Je me fais l'écho des sentiments de Michel Wieviorka et de Margaret Abraham : elle a été le pilier de l'ISA. N'oublions pas que lorsqu'elle a commencé sa collaboration avec l'ISA en 1977, l'Association comptait à peine 1000 membres. Lorsqu'elle est devenue Secrétaire exécutive en 1987, leur nombre s'élevait à peine à 2000, un chiffre à comparer à celui de plus de 5000 membres atteint avant le COVID. Le nombre de comités de recherche et d'associations nationales membres de l'ISA a augmenté au même rythme exponentiel que le nombre de participants aux Congrès. Izabela a supervisé l'introduction du Forum désormais célébré tous les deux ans. Tout au long de ces 40 années, depuis son petit bureau de l'Université Complutense, elle a accompagné l'ISA au fil

de transformations technologiques considérables. D'une manière ou d'une autre, elle a réussi à faire tourner la machine, avec l'aide de Nacho, Juan et Lola, embauchés à temps partiel. N'oublions pas qu'aujourd'hui, l'Association américaine de Sociologie (ASA) ne compte que deux fois plus de membres que l'ISA, mais qu'elle est servie par 23 employés à temps plein ! Soyons clairs : la santé financière de l'ISA a reposé sur l'énergie, le dévouement et le génie organisationnel d'Izabela Barlinska.

En tant que Secrétaire exécutive, si elle a réussi à bien s'en sortir au sein de cette organisation extrêmement tumultueuse – une ONU en miniature – c'est uniquement parce qu'elle s'est soigneusement tenue à l'écart du jeu politique de l'ISA. Elle garde ses pensées pour elle lors des réunions du Comité exécutif, même dans des contextes d'intense provocation. Son objectif a toujours été d'aider au fonctionnement de l'ISA, en encourageant des innovations importantes telles que les séminaires régionaux de Wallerstein, le Laboratoire pour doctorants de Martinelli ou la nouvelle revue de Margaret Archer, *International Sociology*.

La Comité exécutif prend les décisions et Izabela les met en œuvre au mieux de ses capacités. Et elle n'est pas du genre à se soustraire à la moindre tâche. Je me souviens encore d'elle travaillant sans relâche pour s'occuper des longues files d'attente pour s'inscrire au Congrès de l'ISA à Durban. Elle a toujours été présente sur le terrain, et en première ligne lors des réunions de l'ISA, tout en assurant dans les coulisses le fonctionnement de l'Association entre les réunions. C'est elle qui a géré les nombreuses crises auxquelles nous avons été confrontés – qu'il s'agisse de transférer une conférence d'un site à l'autre dans le monde, de la fermeture intempestive de notre bureau, de la négociation d'un espace pour le Congrès ou le Forum, etc. Lorsqu'elle supervisait le budget, elle devait veiller à ce que l'ISA ne perde pas d'argent. En comparaison avec d'autres organisations internationales dans le domaine des sciences sociales, l'ISA a une longue et florissante histoire – et nous avons tous en cela une énorme dette envers Izabela. Je lui souhaite beaucoup de succès dans cette nouvelle étape de sa vie à son retour en Pologne. ■

Margaret Abraham, Présidente de l'ISA de 2014 à 2018

J'ai la chance de connaître le Dr Izabela Barlinska depuis plus de 30 ans. Je suis profondément reconnaissante d'avoir eu le privilège de travailler en étroite collaboration avec elle. Izabela, ton incroyable sérénité dans les moments de crise, tes compétences multilingues, ta mémoire institutionnelle et l'attention que tu as portée à toutes les facettes des opérations de l'ISA ont été inestimables. Pour avoir travaillé en étroite collaboration avec toi, en particulier

pendant mon mandat de Vice-Présidente de l'ISA pour la Recherche puis de Présidente de l'ISA, je peux affirmer que ton formidable soutien a contribué au succès du II^e Forum de l'ISA à Buenos Aires et du XIX^e Congrès mondial de l'ISA à Toronto. Je sais que ce que nous avons réalisé n'aurait pas été possible sans ton engagement, ton savoir-faire, ton professionnalisme et ta collaboration, ainsi que ceux de ton équipe. En tant que féministe, je suis également heureuse d'avoir eu une femme aussi étonnante et une sociologue



professionnelle aussi qualifiée à la tête du Secrétariat de l'ISA, contribuant avec vision et pragmatisme à assurer le bien commun de la communauté sociologique mondiale et la vitalité organisationnelle de l'ISA. L'ISA est une

association remarquable, et je me réjouis que toi, Izabela, aies fait partie intégrante du fantastique parcours de cette association. Je te salue donc et t'embrasse en t'adressant un énorme et sincère merci ! ■

Sari Hanafi, Président de l'ISA de 2018 à 2023

Après tous ces témoignages, je ne sais quoi ajouter. Dans mon cas, j'ai connu Izabela Barlinska bien plus tôt dans ma carrière que tous les anciens présidents qui ont apporté ici leur témoignage. Je préparais alors mon doctorat et étais l'un des lauréats du Concours mondial pour les jeunes sociologues au Congrès de Bielefeld de 1990. J'avais été impressionné par la gentillesse avec laquelle elle avait répondu patiemment à toutes mes questions. Certaines étaient stupides car c'était la première fois que j'assistais à une conférence de cette envergure.

Depuis, j'ai été en contact étroit avec elle, en tant que membre du Comité exécutif, puis Vice-Président des Associations nationales et, plus récemment, Président de l'ISA. Elle n'a jamais hésité à me donner des conseils avisés lorsque je le lui demandais. Je dois avouer que je ne les ai pas toujours suivis, mais, à son crédit, cela ne l'a pas contrariée. En tout cas, je ne me souviens pas qu'Izabela ait jamais été excessivement en colère. Même dans les discussions animées, j'enviais son calme. Sur des sujets brûlants, elle est capable de réagir après avoir pris le temps de réfléchir.

J'ai souvent apprécié nos conversations en dehors des réunions. Plutôt que de bavarder sur nos collègues, nous parlons du Liban, de la Palestine, de la Pologne, de la sociologie, des arts, de la littérature, etc. C'est quelqu'un de cosmopolite et doté d'une vaste culture générale. Pendant le Covid-19, nous avons eu de nombreuses réunions en ligne avec les Vice-Présidents, le Comité exécutif et d'autres comités. Souvent, elle n'indique pas ses disponibilités dans un « Doodle », car elle s'arrange toujours pour s'adapter à la disponibilité de la plupart des participants à la réunion. J'ai été parfois gêné de lui imposer une réunion tôt le matin ou tard le soir.

Izabela est la mémoire de l'ISA, elle sait donc ce qui peut marcher et quelle serait la réaction de la communauté des sociologues à certaines décisions du Comité exécutif. Izabela, nous avons projeté de faire un jour une randonnée ensemble en montagne. Je souhaite que cela se réalise pour que notre amitié perdure au-delà de l'ISA. Merci, Izabela, pour tout ce que tu as fait pour l'ISA au cours des 40 dernières années. L'ISA te doit beaucoup... ■

Geoffrey Pleyers, Président de l'ISA de 2023 à 2027

Tes Présidents successifs de l'ISA nous ont rappelé en quoi Izabela Barlinska a joué, à de multiples égards, un rôle crucial dans l'histoire de l'ISA au cours des 40 dernières années. En tant que Vice-Président de l'ISA pour la Recherche, j'ai eu le privilège d'être témoin de son dévouement, y compris tout récemment pour préparer la transition et la formation de notre nouvelle Secrétaire exécutive. Elle s'est acquittée de cette tâche avec la discrétion qui la caractérise, en faisant preuve d'efficacité et d'attachement à l'ISA. Ce faisant, elle a donné l'exemple, non pas par de longs discours mais par des actions concrètes. Elle nous rappelle que l'ISA mérite un tel dévouement. Puissent tous les dirigeants de notre association et du monde faire preuve d'un tel dévouement et être disposés à préparer la génération suivante avec autant de bon sens, de détermination et d'attachement pour leur organisation.

Izabela Barlinska a façonné l'ISA comme personne d'autre ne l'a fait. Elle a été le visage et la voix de l'ISA pour des milliers de sociologues, et une référence pour tous ceux qui ne savaient pas comment résoudre une question à l'échelle des comités de recherche ou du Comité exécutif. Grâce à elle, nous héritons d'une association extraordinaire capable de défendre et de faire progresser la sociologie sur tous les continents. À nous désormais de maintenir le niveau d'exigence d'Izabela et de réaliser nos nouveaux projets sur cette base. L'ISA est son association. Elle a été sa maison pendant près de quatre décennies, et elle le restera. Nous veillerons à ce qu'elle y trouve toujours sa place, et espérons tous la revoir aux prochains rendez-vous et conférences de l'ISA. ■

Pour en savoir plus, nous vous recommandons de lire l'interview d'Izabela Barlinska par Michael Burawoy, publiée en 2012 dans ce magazine, en deux parties (dans les numéros [2.5](#) et [3.1](#)).

> Une sociologie mondiale en pleine transformation

Geoffrey Pleyers, FNRS & Université catholique de Louvain (Belgique) et Président de l'Association internationale de Sociologie (ISA), 2023-2027



| Image créée à partir de l'image de macrovector sur Freepik.

Discours du nouveau président, XX^e Congrès mondial de Sociologie, Melbourne, 1^{er} juillet 2023

Si la sociologie vise à comprendre les transformations de notre monde, notre discipline est également affectée et transformée par celles-ci. C'est particulièrement le cas du projet de *sociologie globale*, qui doit être revisité compte tenu des transformations que notre monde a connues au cours des dernières décennies. J'ai commencé à étudier la mondialisation à la fin des années 1990. Il s'agissait alors d'un sujet central en sociologie. « La sociologie pour un seul monde » était déjà le thème du Congrès mondial de l'ISA en 1990. Trente-trois ans plus tard, les défis mondiaux ont pris une importance encore plus grande. Notre monde est devenu plus « global » encore. Cependant, notre vision du monde, de la mondialisation et de la sociologie est profondément différente. Dans cette brève allocution, je voudrais mentionner succinctement quatre de ces transformations qui rendent nécessaire de repenser le projet de sociologie globale sur de nouvelles bases, et ce qu'elles représentent pour l'Association internationale de Sociologie.

> De nouveaux outils de communication et de connexion

L'un des changements les plus spectaculaires depuis les années 1990 est l'utilisation massive des « nouvelles technologies de l'information et de la communication ». L'Internet et le cybermonde venaient tout juste d'émerger dans les années 1990, mais la connectivité était déjà considérée comme un élément fondamental d'une ère d'intensification de la mondialisation (Castells, 1996). Aujourd'hui, les médias et les technologies numériques font partie intégrante de la vie de la plupart des habitants de la planète. Ils ont radicalement modifié notre façon de communiquer, de nous

informer et de vivre ensemble. Ils ont profondément transformé l'espace public, aussi bien dans les pays démocratiques que dans les régimes illibéraux et autoritaires.

Les technologies de la communication numérique ont apporté de nouveaux défis et de nouvelles opportunités à l'ISA et à la sociologie internationale. Les communications numériques fournissent des outils permettant de donner une visibilité aux analyses sociologiques provenant de différentes régions du monde et d'atteindre des publics plus larges parmi les citoyens et les décideurs politiques. L'ISA a organisé le premier grand congrès en ligne en sciences sociales en février 2021, pendant la pandémie, auquel ont participé plus de 3500 chercheurs. Aujourd'hui, les réseaux sociaux de l'ISA contribuent à entretenir la vitalité de la communauté des sociologues et lui servent de source d'information quotidienne. Les réunions en ligne ont également permis une dynamique plus participative au sein de l'ISA, notamment au sein du Conseil de la Recherche.

> Une planète limitée

La catastrophe climatique et une conscience écologique croissante ont radicalement changé le sens et l'expérience de notre globalité. Dans les années 1990, la « mondialisation » faisait référence à l'expansion du modèle occidental du marché et de la démocratie formelle dans un monde réunifié après la guerre froide, et semblait illimitée. Aujourd'hui, les questions centrales de la sociologie mondiale ont pris une nouvelle forme avec la crise climatique et la destruction de la nature.

« Comment vivre ensemble sur une planète limitée ? ». C'est probablement la question la plus importante à laquelle la sociologie doit répondre en ce XXI^e siècle. L'écologie et les questions environnementales sont bien plus que des objets spécifiques pour la sociologie : elles sont connectées à tous nos objets et domaines de recherche et sont devenues une question centrale pour la sociologie. Elles transformeront notre discipline et ce que l'on attend de la sociologie et des sociologues. Ce sera un sujet central de l'ISA au cours des quatre prochaines années.

> La montée de l'autoritarisme plutôt que l'expansion de la démocratie

Dans les années 1990, la plupart des intellectuels, des décideurs politiques et des acteurs de la société civile par-

>>

tageaient la conviction, ou du moins l'espoir, que l'intensification de la mondialisation et de l'interconnexion rendues possibles grâce à l'Internet impliquerait l'expansion de la démocratie et le respect des droits humains.

Un quart de siècle plus tard, le thème de la « résurgence de l'autoritarisme » choisi par notre président Sari Hanafi pour notre XX^e Congrès mondial, s'avérait malheureusement un choix fort opportun. Les espoirs de nouvelles vagues de démocratisation qui avaient surgi avec le printemps arabe se sont évanouis. Les régimes illibéraux et autoritaires se sont renforcés sur tous les continents. Ils ont appris à utiliser efficacement les réseaux sociaux et les technologies de la communication pour contrôler leur population, influencer sur les élections dans d'autres pays et projeter leurs récits et leur modèle de régime à l'échelle mondiale.

Les sociologues et les spécialistes des sciences sociales ont consacré d'innombrables recherches aux régimes et aux acteurs autoritaires, ainsi qu'aux mouvements qui menacent la démocratie, et qui très souvent menacent aussi les sociologues. La liberté de la recherche a été remise en question dans de nombreux pays, que ce soit par un contrôle accru de l'État ou par la multiplication des menaces émanant d'acteurs d'extrême droite ou de milices paramilitaires. À notre époque, une sociologie mondiale requiert une attention et un soutien particuliers pour les sociologues qui font face à des menaces dans le cadre de leurs recherches. Le 25 janvier 2016, Giulio Regeni, jeune sociologue italien et membre du Comité de Recherche « Mouvements sociaux » (RC47) de l'ISA, a été arrêté et assassiné par la police égyptienne alors qu'il menait des recherches sur les syndicats indépendants au Caire. Le Forum de l'ISA de 2021 a commencé par un hommage à Marielle Franco, sociologue, femme politique locale et militante contre la violence d'État, qui a été assassinée à Rio de Janeiro le 14 mars 2018. L'une des contributions les plus révélatrices au Forum mondial de Sociologie en 2021 a été rédigée dans la prison d'Ankara par Cihan Erdal, doctorant à l'Université Carleton, qui a été arrêté alors qu'il effectuait un travail de terrain à Istanbul.

> La montée en puissance du Sud global

Dans les années 1990, la mondialisation était associée à l'occidentalisation (Barber, 1996), à l'expansion de l'économie de marché, de la culture, du mode de vie et de la vision du monde de l'Occident. Au XXI^e siècle, la mondialisation renvoie avant tout à la montée en puissance d'acteurs et de pays issus de différentes régions du monde. Les médias globaux se concentrent sur leur montée en puissance en tant qu'acteurs économiques et géopolitiques. Leur rôle croissant en tant que producteurs de connaissances est au moins aussi important.

Peu de disciplines ont été autant affectées par cette montée en puissance du Sud global que la sociologie. L'approfondissement des liens et des dialogues entre sociologues

de différents continents, la diffusion plus large des travaux novateurs des chercheurs du Sud et les nouvelles perspectives sur l'histoire et la géographie de notre discipline ont transformé ce que nous entendons par « sociologie mondiale ». Dans les années 1990, la littérature sur la sociologie mondiale était entièrement dominée par des chercheurs occidentaux. Le Sud et l'Est de la planète étaient généralement considérés comme des sites de recherche empirique alimentés par des théories et concepts occidentaux. Aujourd'hui, le cœur de la sociologie mondiale réside dans la visibilité croissante des contributions des chercheurs et des acteurs du Sud de la planète et la remise en question de l'hégémonie du savoir « eurocentrique ». Les théories, les concepts et les analyses des chercheurs et des acteurs du Sud nous aident à comprendre les défis sociaux aussi bien au Sud qu'au Nord de la planète. Ils transforment notre façon de voir des concepts aussi cruciaux que la modernité, les inégalités et la justice environnementale. Ils nous montrent d'autres façons de nous relier à la nature, au monde et à nous-mêmes.

Contrairement à ce que prétendent certains de leurs détracteurs, les perspectives décoloniales, subalternes ou postcoloniales n'axent pas leurs propositions épistémiques sur la négation des contributions de la « sociologie occidentale » qui serait indispensable pour lancer une « sociologie décoloniale ». Comme pour les connaissances produites dans n'importe quelle autre partie du monde, la sociologie européenne et nord-américaine devrait être située dans son temps et son lieu, et certaines de ses prétentions à l'universalisme être remises en question, et devrait se développer dans un dialogue global renouvelé avec les concepts, les visions du monde et les théories du Sud global.

Une sociologie mondiale ne peut ni rester enracinée dans les universités et les canons occidentaux qui se sont présentés comme universels, ni se limiter à la critique de cette sociologie occidentale.

Les perspectives décoloniales, post-coloniales et subalternes nous invitent à situer les théories sociales et à revisiter certains des concepts clés de notre discipline dans un dialogue avec les réalités et les connaissances ancrées dans différentes parties du monde. Ouvrir des espaces de dialogue entre les chercheurs et les approches de différents continents, et promouvoir une meilleure inclusion des épistémologies et des chercheurs du Sud et des minorités opprimées a été l'un des principaux objectifs de l'ISA depuis sa fondation, et plus encore depuis les années 1990 et les projets développés par Immanuel Wallerstein.

Mieux inclure les sociologues, les recherches, les analyses et les théories de tous les continents n'est pas seulement une question de démocratisation de la sociologie, c'est aussi l'une des voies les plus instructives pour une meilleure compréhension des réalités sociales et des acteurs sociaux. Il ne suffit pas d'augmenter le nombre de

membres de l'ISA originaires des pays du Sud global. Il nous faut aussi encourager leur participation active et leur pleine implication au sein de l'ISA, dans ses comités de recherche, conférences, rencontres et projets, et soutenir leurs associations nationales de sociologie.

> Ouverture aux autres et attention aux autres

La sociologie mondiale se ne résume pas à un projet théorique, à un ensemble de débats épistémologiques et à quelques défis méthodologiques. C'est aussi une posture, qui est à la fois sociologique, culturelle et personnelle.

La sociologie mondiale après – et avec – le tournant décolonial commence par une ouverture aux perspectives fondées sur des visions du monde, des cultures et des milieux sociaux différents. Elle implique d'abord d'accepter de s'exposer au risque (et à l'espoir) de perdre certaines de nos certitudes et d'apprendre de la rencontre avec l'autre. Elle part et se nourrit de l'engagement – et du plaisir – de lire et de rencontrer des personnes de différents continents ainsi que d'une ouverture d'esprit nécessaire pour penser nos objets de recherche depuis différents points de vue, pour les comprendre de différentes manières et peut-être nous comprendre nous-mêmes et comprendre notre place dans le monde différemment.

Des recherches et des théories provenant de différentes parties du monde, des dialogues tolérants entre des approches et des analyses situées, et une volonté d'apprendre les uns des autres sont les éléments cruciaux d'une sociologie mondiale renouvelée.

Le rôle principal de l'ISA est de créer des espaces qui encouragent ces dialogues interculturels où pouvoir partager nos résultats de recherche et nos perspectives dans un environnement propice. Pour remplir cette mission, il faut davantage que des intentions, des discours et des analyses. Cette sociologie mondiale passe aussi par des pratiques d'ouverture, de tolérance et d'attention à l'autre, en particulier dans un environnement international et multiculturel.

Permettez-moi de vous donner un exemple concret. En 2022, j'ai assisté au Laboratoire pour doctorants organisé par l'ISA en Tunisie. L'une des participantes est arrivée exténuée après un voyage long et stressant depuis la Palestine. Au cours du premier dîner, elle a eu une crise d'angoisse après avoir été interrogée à la frontière pendant si longtemps. Deux ou trois autres participantes l'ont discrè-

tement emmenée à une autre table, l'ont écoutée et l'ont soutenue. Voyant la situation, une jeune doctorante a pris l'initiative de réserver une chambre dans un hôtel voisin, s'est occupé d'elle pendant la soirée et a veillé à ce qu'elle passe une nuit reposante. À neuf heures du matin, toutes deux ont rejoint le groupe de jeunes chercheurs pour la séance d'ouverture, prêtes pour une semaine d'apprentissage et d'échanges avec des doctorants et des chercheurs de tous les continents. Cela s'est fait de manière si bienveillante et discrète que je ne l'ai pas remarqué ce soir-là. Pourtant ce type d'actions et d'attention nous apprend que l'attention portée aux autres est un élément indispensable au développement d'une sociologie mondiale.

Bien qu'elle reste le plus souvent invisible, cette attention à l'autre et cette solidarité concrète sont cruciales pour l'ISA. L'exemple mentionné nous montre également que l'ISA et la sociologie mondiale n'interviennent pas seulement lors de nos grandes réunions et nos congrès. L'ISA s'incarne dans les rencontres interculturelles, les échanges entre sociologues des différents continents, l'ouverture aux perspectives et à la recherche en provenance de différentes régions du monde, et dans les pratiques d'attention aux autres qui nous permettent de les partager dans un environnement bienveillant. Développer cette sociologie mondiale ancrée dans l'ouverture aux perspectives des autres et dans les pratiques d'attention aux autres est d'autant plus important à une époque marquée par la montée de l'autoritarisme, des nationalismes, des inégalités et de la catastrophe écologique.

Alors que le XX^e Congrès mondial de Sociologie touche à sa fin, emportons un peu de cet esprit de l'ISA avec nous et mettons en œuvre cette ouverture au dialogue global et cette attention aux autres dans nos pratiques. Construisons ensemble une sociologie mondiale renouvelée en commençant là où nous sommes actifs en tant que sociologues, chercheuses ou chercheurs, enseignantes ou enseignants, citoyennes ou citoyens, et surtout en tant qu'êtres humains.

Le grand défi de notre époque est l'émergence progressive d'une conscience planétaire qui nous permettra d'affronter ensemble les défis communs de ce XXI^e siècle, à commencer par le réchauffement climatique, la crise environnementale, la montée des inégalités et les menaces qui pèsent sur la démocratie. Si nous, sociologues, sommes à la hauteur de cette mission, la sociologie contribuera à cette conscience planétaire et prendra sa place dans la résolution des défis de ce siècle. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Geoffrey Pleyers <Geoffrey.Pleyers@uclouvain.be>
Twitter: [@GeoffreyPleyers](https://twitter.com/GeoffreyPleyers)

Publications connexes :

« La sociologie globale comme dialogue global renouvelé », *Dialogue Global*, Vol. 13.1, 2013.

[For a Global Sociology of Social Movements, Globalizations](#), 2023.

> Mon hommage à Margaret Archer (1943-2023)

Martin Albrow, Londres (Royaume-Uni)



Crédit : Manuel Castells Clemente / Universidad de Navarra.

J'ai été si triste d'apprendre le décès de Maggie ! Nous nous connaissions depuis longtemps. Nous nous sommes rencontrés pour la première fois en 1966, alors que nous étions chargés de cours dans le tout nouveau département de sociologie de l'Université de Reading, au Royaume-Uni. À 23 ans, elle terminait à la London School of Economics son doctorat sur les aspirations éducatives des parents de la classe ouvrière anglaise et l'impact sur leurs enfants. De cinq ans son aîné, je n'avais même pas encore terminé ma maîtrise. Cela m'a peut-être découragé ! Je suis parti ailleurs, la laissant se confronter à un professeur fou pendant les sept années suivantes. Elle a tout de même publié 14 articles, puis s'est installée à Warwick, où elle a poursuivi la majeure partie de sa carrière. Nous sommes restés en contact.

C'était une travailleuse prodigieuse, entièrement concentrée sur la sociologie, et attachée à faire progresser la discipline plutôt que sa propre carrière. Au lieu d'essayer d'évaluer sa très importante contribution intellectuelle à la sociologie – beaucoup d'autres s'en chargeront – je voudrais rendre un hommage personnel au travail que nous avons accompli ensemble pour l'Association internationale de Sociologie. Sur

son initiative, en tant que Présidente du Comité des Publications de l'ISA de l'époque, elle m'a demandé de l'aider à fonder une nouvelle revue, qui allait s'intituler *International Sociology* et lutter contre ce que nous considérons tous deux comme l'orientation indûment nationale des principales revues scientifiques, qui même lorsqu'elles annonçaient être ouvertes à tous, continuaient d'exiger que toutes les soumissions soient en anglais. Un peu rapidement, nous avons dit que nous assurerions la traduction de n'importe quelle langue ! Nous l'avons fait – même et surtout en chinois.

Le premier numéro est paru en 1986, avec un avant-propos de Fernando Cardoso, alors Président de l'ISA, et pas encore du Brésil ! Les six articles provenaient de Pologne, d'Inde, de Norvège, de Bulgarie et des États-Unis. Voilà qui était chose faite, ou du moins c'est ce que nous pensions, car malheureusement l'accord initialement conclu avec mon institution à Cardiff pour le publier a échoué. Une période de négociation ardue s'est alors ouverte avant que Sage n'intervienne pour garantir l'avenir de la revue, à la réputation désormais établie de longue date. Maggie a fait preuve d'ingéniosité et d'engagement tout au long du processus et méritait pleinement de devenir la prochaine Présidente de l'ISA.

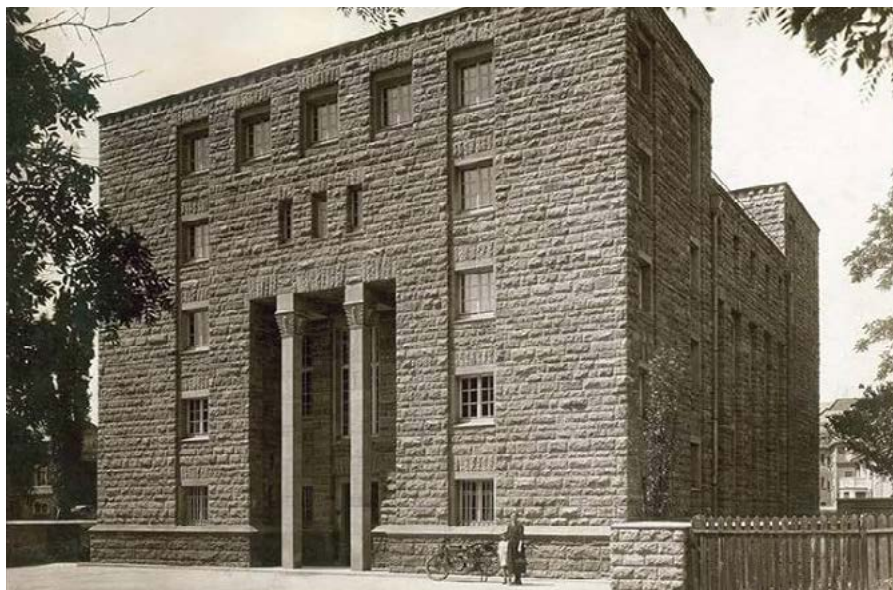
Elle était en effet remarquable pour motiver et parvenait toujours à mobiliser les talents nécessaires pour l'occasion. La dernière fois que j'ai pu constater ses capacités à cet égard, c'était lors d'une réunion de l'Académie pontificale des sciences sociales, dont elle est devenue présidente en 2014. Je garde un souvenir inoubliable de l'avoir vue présider une réunion à laquelle participaient à la fois Bernie Sanders et Jeffrey Sachs.

Mais la plus belle image que je garde d'elle est celle de la cérémonie d'ouverture du Congrès mondial de Sociologie à Madrid en 1990, auquel quelque 4000 personnes participaient. Celles qui ont pu entrer dans le vaste amphithéâtre attendaient l'entrée en scène des invités de marque. La Reine d'Espagne, Maggie et le Roi sont entrés dans cet ordre. Elle, la présidente sortante de l'ISA, splendide et impressionnante, toute de blanc vêtue comme à son habitude, a salué le public d'un signe de la main royal. Elle était un phénomène, un talent unique, que personne ne pouvait prétendre imiter. Elle soutenait tous ceux qui l'entouraient, mais n'attendait jamais d'eux qu'ils soient autres qu'eux-mêmes. Si sa présence va cruellement manquer aux sociologues du monde entier, sa contribution à la discipline lui survivra longtemps. ■

26 juin 2023

> La théorie critique et la sociologie globale, des sœurs d'armes ?

Stephan Lessenich, Institut de recherche sociale de Francfort (Allemagne)



Institut für Sozialforschung, Francfort-sur-le-Main, dans les années 1920.

Le 100^e anniversaire de l'Institut de recherche sociale, et donc de l'école dite de Francfort, est l'occasion de se demander pourquoi la Théorie critique à *la mode de Francfort* s'est essouffée – et quand cela s'est produit. On situe souvent le tournant communicationnel de la Théorie critique opéré par Jürgen Habermas au début des années 1980 comme le moment crucial. La démarche d'Habermas a non seulement ouvert la voie à la dématérialisation effective de la réflexion de la Théorie critique, mais elle a également relégué l'analyse de classe et les logiques de la reproduction capitaliste au second plan, voire à la marge. En outre, l'accent mis par Habermas sur la critique immanente de la démocratie libérale a poussé la deuxième génération des tenants de la Théorie critique à insister sur la finalisation politique du « projet inachevé » de la modernité, l'Union européenne devenant l'objet principal du désir normatif et le modèle potentiel d'une conception sociale-démocrate de la société moderne tardive post-nationale auquel s'identifier.

> La Théorie critique eurocentrique est passée à côté de la mondialisation

Dans ce contexte, il ne semble pas exagéré d'affirmer que la Théorie critique est, d'une certaine manière, passée

à côté de la mondialisation. Au moins dans son courant principal *habermassien*, elle s'en est tenue à une certaine forme d'eurocentrisme, ou en l'occurrence d'occidentalisme, qui caractérisait déjà la plupart de ses représentants de la première génération. Après la Première Guerre mondiale, la Théorie critique naissante était axée sur l'énigme d'une révolution ouvrière ratée (ou absente) contre la domination capitaliste en Europe occidentale ; à partir du début des années 1930, elle s'est interrogée sur les fondements matériels et psychosociaux du fascisme et de la montée du national-socialisme ; après 1945, et pendant plus de deux décennies (jusqu'au mouvement étudiant de la fin des années 1960), elle a été animée par la question de savoir si la démocratie pouvait s'établir plus que formellement dans l'Allemagne post-fasciste (ou, au-delà de cette question particulière, quel pourrait être le potentiel d'émancipation sociale après que la raison ait dégénéré en mythe et en destruction). Ainsi, dès le début et tout au long de son histoire, et malgré un intermède américain de près de deux décennies, la Théorie critique a eu une coloration fortement européenne, qu'elle a conservée jusqu'à aujourd'hui. L'étude des paradoxes normatifs de la modernisation capitaliste, comme l'Institut de recherche sociale prétend le faire depuis le début du XXI^e siècle, peut être considérée comme un reflet de cette orientation structurelle. Une fois

>>

encore, l'agenda scientifique (et politique) a été centré sur une critique immanente de la modernité occidentale, accusée d'avoir transformé l'individualisation et l'autodétermination face à une promesse émancipatrice en une exigence institutionnelle.

Du point de vue du reste du monde (capitaliste), un tel programme de recherche apparaît sûrement comme étrange et autoréférentiel. Depuis un siècle maintenant, et dans presque toutes ses variantes classiques et contemporaines, le colonialisme et la domination impériale de l'Occident, d'une part, et l'histoire de la décolonisation et de la postcolonialité, d'autre part, ont été manifestement absents de la Théorie critique (avec un T majuscule) du capitalisme à son apogée, tardif et récent. Il n'y a pas eu de tentative majeure, étendue ou durable au sein de la Théorie critique pour provincialiser l'Europe et l'expérience historique européenne – ou la Théorie critique elle-même. Jusqu'à un passé récent, la logique de la reproduction capitaliste dénoncée par les tenants de la Théorie critique était assimilée à la logique du capitalisme occidental : l'horizon normatif d'une telle critique est limité à l'éternel catalogue des mêmes valeurs transmises par les Lumières européennes ; et le point de référence empirique de toute sa pensée analytique et diagnostique est constitué presque exclusivement de la réalité sociale (ou de ce qui est dépeint comme tel) des riches démocraties de l'hémisphère occidental (ou, plus récemment, du Nord global).

> La Théorie critique et la sociologie globale

Ceci étant dit, il devrait être assez clair que la Théorie critique devrait avoir un intérêt à s'ouvrir à ce que j'appellerais la sociologie globale. Mais pourquoi la sociologie globale devrait-elle prendre en compte la Théorie critique ?

Permettez-moi de résumer ce qu'est, à mon sens, la sociologie globale. Premièrement, la sociologie globale est *relationnelle* dans son approche analytique, reliant systématiquement les phénomènes sociaux à un endroit de l'ordre mondial capitaliste à ce qui se passe (et s'est passé) dans d'autres endroits : reliant le succès économique occidental à l'exploitation ailleurs de la main-d'œuvre « bon marché » et de la nature ; reliant la structure sociale des chances de vie dans toute « société nationale » aux structures géoéconomiques et géopolitiques (changeantes) de domination ; ou reliant la légitimation potentielle d'un ordre politique donné à la possibilité d'externaliser efficacement les coûts et les conditions de son fonctionnement stable. Deuxièmement, la sociologie globale est *décentrée* dans son approche empirique, au sens où elle prend systématiquement en compte la multiplicité des entités et des pratiques locales, régionales, nationales et transnationales qui compensent les logiques institutionnelles et

les mondes de la vie quotidienne du « capitalisme réel » (et du réalisme capitaliste). Troisièmement, la sociologie globale est *interconnectée* au niveau de sa pratique professionnelle, reliant les recherches menées à travers le monde entier – autant que possible, compte tenu des circonstances et de positionnements inégaux – au sein d'une communauté coopérative et non compétitive de chercheurs engagés dans la reconstruction critique de la reproduction capitaliste à l'ère de la mondialisation.

De toute évidence, cette image n'est pas seulement stylisée, elle est aussi idéalisée : une version idéale-typique – et une vision – d'une sociologie globale potentielle. En particulier en ce qui concerne la troisième caractéristique, la sociologie globale existante n'est pas à la hauteur de l'idéal-type, car les représentants de la sociologie globale ont tendance à être individualisés, sectorisés et/ou nationalisés du fait de la force de l'économie politique dans le champ académique. Il existe certes quelques centres de gravité institutionnels, que ce soit dans le contexte de l'Association internationale de Sociologie ou (au niveau régional) du Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales ; et il y a bien sûr *Dialogue Global*. Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

> La Théorie critique peut inspirer la sociologie globale

Une fois de plus : Quel pourrait être dans ce sens le rôle de la Théorie critique, qui est malheureusement démondialisée ? À mon avis, la Théorie critique, et plus particulièrement celle qui est réflexive sur ses racines historiques, pourrait inspirer une sociologie globale en développement dans un double sens. D'une part, elle pourrait servir de correctif à une sociologie globalement engagée en lui insufflant une certaine résistance afin de lui permettre d'identifier partout le « sujet révolutionnaire », éloignant ainsi la sociologie globale des vœux pieux tout autant que d'une co-fraternisation non critique à l'égard du mouvement social de l'époque. D'autre part, et de manière quelque peu paradoxale, la Théorie critique pourrait efficacement rassurer la sociologie globale sur le fait que c'est le capitalisme – dans toutes ses variétés – qui est au cœur des distorsions sociales et des contradictions sociétales auxquelles nous assistons. De la conquête des Amériques à la forteresse Europe récemment renforcée, c'est le capitalisme qui a été et est toujours à l'œuvre au niveau mondial. Et ne nous voilons pas la face : le capitalisme tue.

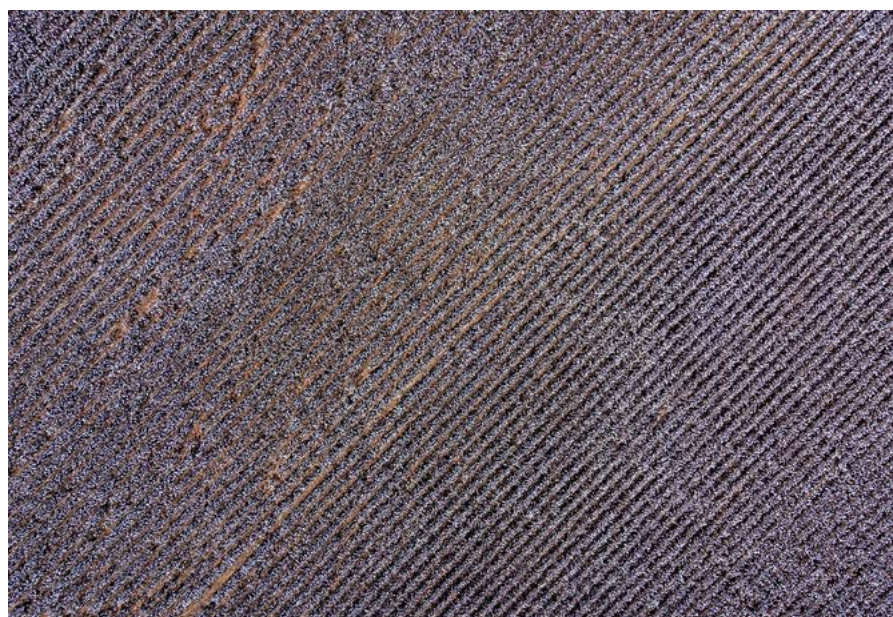
Raisonné ou non, j'envisage donc la sociologie globale et la Théorie critique comme des sœurs d'armes. Leurs armes, bien sûr, sont la recherche sociale et la critique scientifique. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Stephan Lessenich <lessenich@soz.uni-frankfurt.de>

> Le colonialisme du coton :

Un réexamen postcolonial du capitalisme

Gurminder K. Bhabra, Université du Sussex, Royaume-Uni



Une plantation de coton.
Crédit : iStock, Mark Castiglia, 2023.

L'idée du capitalisme moderne en tant que formation socio-économique distincte est commune à beaucoup de différentes approches sociologiques, en particulier celles qui s'inspirent des travaux de Marx et de Weber. Cela vaut également pour la théorie critique, qui relie ses arguments normatifs sur l'émancipation et les possibilités humaines à ce que Nancy Fraser et Rahel Jaeggi (2018) appellent « une succession de régimes d'accumulation suivant une trajectoire qui se déroule de manière diachronique au cours de l'histoire ».

Ce processus de développement situe généralement l'émergence du capitalisme moderne en Europe dans un univers de petits producteurs, qui ont perturbé les hiérarchies établies par les structures sociales féodales afin de créer des opportunités commerciales ayant pour but le profit. Ce que l'on oublie, c'est le contexte colonial du capitalisme moderne. Par exemple, le mouvement national des enclosures, nécessaire à la création d'un marché du travail national, se distingue de sa manifestation à l'étran-

ger sur le plan de l'appropriation de la terre et de la main-d'œuvre. Il se distingue également du processus politique du colonialisme mis en place par l'État suite à cette appropriation, qui a été nécessaire à la production nationale.

Dans ce court article, j'insiste sur la nécessité de comprendre le colonialisme comme élément fondamental du capitalisme et de la manière dont il est constitué. J'ai présenté ailleurs une explication théorique plus longue. Ici, je voudrais traiter d'un seul cas, qui illustre mon argument général, en montrant comment les interprétations du capitalisme par les sciences sociales, y compris par la théorie critique, sont eurocentriques et impliquent l'omission du colonialisme.

> Une industrie du coton sans coton

Au milieu du XIX^e siècle, le succès de l'industrie du coton à Manchester, associé au déploiement de la main-d'œuvre grâce aux améliorations technologiques dans le domaine de la filature et du tissage, a transformé une petite ville

provinciale en une ville d'envergure mondiale. Cela a permis à Manchester de devenir pratiquement un lieu emblématique de la révolution industrielle et, par conséquent, d'occuper une place centrale dans la compréhension du capitalisme.

Comme le demande pertinemment [Utsa Patnaik](#) : Comment un pays qui ne produisait pas la matière première – le coton – a-t-il pu fonder sa révolution industrielle sur les textiles en coton ? Le coton est une plante originaire d'Inde, et non de Grande-Bretagne ou même d'Europe. La culture du coton et la fabrication de textiles en coton remontent à 5000 ans et à la civilisation de la vallée de l'Indus ; l'Inde a longtemps été un exportateur de textiles en coton dans une grande partie du monde.

Dans les années 1600, la Compagnie anglaise des Indes orientales a commencé à importer d'importantes quantités de textiles en coton en provenance d'Inde. À la fin du XVII^e siècle, la popularité de ce nouveau textile a conduit les marchands de tissus de laine à demander au gouvernement d'en interdire totalement la vente et la consommation ; même « [les inhumations dans autre chose que des linceuls de laine \[ont été rendues\] illégales](#) ». Cette mesure est restée en vigueur jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, protégeant le commerce de la laine tout en créant les conditions nécessaires au développement d'une industrie nationale du coton.

> Une omission historique et sociologique

Cette période de 150 ans de protectionnisme, organisée par des politiques mercantilistes visant les importations de textiles indiens, a été le contexte dans lequel l'industrie du coton de Manchester a pu débuter, puis prospérer. Pourtant, ainsi que l'explique Patnaik, aucun des grands historiens britanniques de la révolution industrielle et du changement technique n'en parle : ni Deane et Cole, ni Landes, ni Hobsbawm, ni Floud et McCloskey, ni Hill ; et les sociologues qui s'intéressent à l'émergence du monde moderne ou aux questions d'économie politique n'en font pas non plus mention.

Alors qu'au début du XVIII^e siècle, l'Inde détenait 25% du marché mondial, essentiellement grâce à son commerce de textiles finis, les politiques coloniales britanniques l'ont réduite à devenir un simple fournisseur de coton brut pour

l'industrie britannique à la fin du XIX^e siècle. L'industrie manufacturière indienne a été systématiquement détruite, tout comme les moyens de subsistance des Indiens et les vies qui en dépendaient.

À côté, les Britanniques ont également utilisé le coton brut bon marché produit par la main-d'œuvre asservie et contrainte dans les plantations des États-Unis. Toutefois, les plantations de coton ne se trouvaient pas seulement dans les États du sud des États-Unis, mais aussi, au XIX^e siècle, en Inde et en Afrique de l'Ouest. Dans les années 1840, par exemple, la Chambre de commerce de Manchester et la Cotton Supply Association nouvellement créée ont fait pression sur le gouvernement colonial en Inde pour qu'il privilégie la culture des variétés de coton « *New Orleans* » au détriment du coton indigène, afin de servir l'industrie manufacturière britannique.

> L'émergence du capitalisme à partir du colonialisme

Comme on peut le constater, la puissance industrielle de la Grande-Bretagne ne reposait pas sur une révolution industrielle endogène. Elle a impliqué la destruction systématique de l'industrie manufacturière en Inde, la mise en place d'une économie de plantation à l'échelle mondiale basée sur une main-d'œuvre contrainte et réduite en esclavage, et l'ouverture forcée des marchés pour la vente de ses produits. Par conséquent, le colonialisme doit être compris comme partie intégrante des développements considérés comme industriels et comme étant à la base de l'émergence ultérieure du capitalisme.

> Il n'y a pas de transformation sans compréhension

La raison pour laquelle une telle réorientation est nécessaire est que la plupart des approches critiques du capitalisme se concentrent sur les possibilités de résistance contenues dans la relation capital-travail. C'est cette relation qui tend à être considérée comme la clé de la transformation du capitalisme. Ainsi, la justice distributive axée sur le surplus généré par le travail et détourné par le capital néglige d'autres formes de détournement ; des formes qui existent depuis longtemps et qui sont au cœur de la configuration même du capitalisme. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Gurminder K. Bhambra <G.K.Bhambra@sussex.ac.uk>

> La périphérie répond en mondialisant l'expérience coloniale

Manuela Boatcă, Université de Fribourg (Allemagne), et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Sociologie historique (RC56)

En 2004, un symposium international consacré à « La théorie critique appliquée au dialogue entre l'Europe et l'Amérique latine et les tâches actuelles de la critique » s'est tenu à Mexico. S'exprimant devant un public composé principalement d'universitaires allemands et latino-américains, le philosophe argentin Enrique Dussel a introduit son intervention, intitulée « [De la théorie critique à la philosophie de la libération : Quelques thèmes pour le dialogue](#) », en remarquant qu'il souhaitait avant tout prendre au sérieux « les "sujets" du dialogue et leur *lieu d'énonciation* : qui nous sommes et d'où nous parlons ». Non seulement ces dialogues sont peu fréquents et leurs termes parfois obscurs, ajoutait Dussel, mais ils ont rarement lieu de manière symétrique.

La tâche principale d'une « philosophie critique à validité globale » pour le XXI^e siècle, qui selon lui n'a pas encore été réalisée, serait plutôt de « partir de la perspective des exclus du système mondial (les pays périphériques) et des exclus au sein de tel ou tel pays (les masses appauvries) » (Dussel, 2004). Cet appel s'accorde bien avec d'autres appels aussi bien contemporains qu'antérieurs : l'appel des théoriciens latino-américains de la dépendance à analyser le développement du point de vue de la périphérie ; le plaidoyer des théoriciennes allemandes féministes de la subsistance, telles que Maria Mies, Veronika Bennholdt-Thomsen et Claudia Von Werlhof, en faveur de l'intégration des « points de vue d'en bas » ; la proposition des féministes du tiers monde de réécrire l'histoire de l'esclavage et du colonialisme à partir des « lieux d'opposition » ; et le nombre croissant de « théories du point de vue » à partir de la race et du genre qui dans les années 1980 et 1990 ont mis en avant des affirmations épistémiques.

> Un appel resté sans réponse

Aujourd'hui, près de 20 ans après le plaidoyer de Dussel, les perspectives subalternes, périphériques et dissidentes, l'expérience et la position du sujet colonial, ainsi que le rôle de la position épistémique d'une personne dans la production et la circulation du savoir à l'échelle mondiale sont bien établis au cœur des approches postcoloniales et décoloniales. Ensemble, ils constituent une théorie critique des relations de pouvoir mondiales. Mais est-ce la même chose que la théorie critique, ou que la théorie

critique de l'école de Francfort ? En d'autres termes, le dialogue prévu lors du symposium de 2004 a-t-il eu lieu ?

En bref, la réponse à toutes ces questions est « non ». Une réponse plus longue devrait inclure, peut-être même commencer par l'affirmation de Dussel selon laquelle, en fermant les yeux sur les disparités économiques mondiales, la seconde école de Francfort a abandonné la « critique négative » et a donc « [cessé d'être véritablement critique](#) » à la fois de la réalité historique et de la persistante « négativité de la famine » dans la périphérie. Dussel a clairement dit, en se référant explicitement à Habermas, qu'une théorie critique qui prenait pour point de départ le niveau de vie au cœur du système capitaliste, non seulement restait eurocentrique, mais faisait preuve d'une « partialité provinciale » qui est scandaleuse pour les personnes de la périphérie. Des différences d'orientation, de portée et de degré existent également entre les approches postcoloniales et décoloniales, de même que des différences entre les générations au sein de chaque approche. L'économie politique du capitalisme mondial a sans doute plus influencé les approches décoloniales latino-américaines s'inspirant de l'analyse de la théorie de la dépendance et des systèmes-monde dans les années 2000 que les approches postcoloniales anglophones axées sur les questions de culture, d'identité et de représentation dans les années 1990 – mais ce n'est pas nécessairement le cas aujourd'hui, ou pas pour tous les auteurs. Écrivant en 2008 sur les différentes généalogies de la critique de la domination coloniale et impériale, l'anthropologue vénézuélien et spécialiste de la décolonisation Fernando Coronil a souligné que, dans les Amériques, la critique était centrée sur l'économie politique de la dépendance, tandis que dans les nouveaux États indépendants d'Afrique et d'Asie, elle s'était cristallisée autour de la séquence du colonialisme et du postcolonialisme. En appelant à un dialogue entre les deux traditions critiques, [F. Coronil a mis l'accent sur les complémentarités plutôt que sur les différences](#) : « Les réponses critiques au colonialisme provenant de différents endroits prennent des formes différentes mais sont complémentaires. Si, dans une perspective asiatique, il est devenu nécessaire de "provincialiser" la pensée européenne, dans une perspective latino-américaine, il est devenu indispensable de mondialiser la périphérie, c'est-à-dire de reconnaître la formation à l'échelle mondiale

“Pour qu’un dialogue symétrique entre les théories critiques se produise et se poursuive, nous devons pluraliser les lieux géographiques et épistémiques de production de la théorie critique”

de ce qui apparaît à la fois comme étant des centres métropolitains modernes autogénérés et des périphéries attardées ».

> La réponse tant attendue

Le fait que la périphérie – que ce soit à travers la théorie de la dépendance, les études subalternes ou la décolonialité – réponde à la théorie critique eurocentrique (au singulier), a constitué une étape importante. Les conditions socio-économiques dans les périphéries du système-monde, ainsi que les relations sociales prétendument non modernes dans les zones du centre, se sont ainsi révélées comme étant constitutives de la modernité et de son revers, la colonialité, au lieu d’être rejetées hors de la modernité. L’esclavage-marchandise (*chattel slavery*) et ses conséquences, la ségrégation raciale des mains-d’œuvre tant dans le centre qu’à la périphérie, les bourgeoisies exploiteuses et les « économies duales » dans les Amériques, les relations patriarcales entre hommes et femmes en Afrique et au Moyen-Orient, et la coexistence de formes de travail salarié et non salarié dans toutes les régions colonisées ne pouvaient plus servir de preuve de l’arriération supposée de la périphérie, mais des intrications constituées au travers de la domination coloniale et impériale.

Pour qu’un dialogue symétrique entre les théories critiques (au pluriel) ait lieu, et pour qu’il se poursuive, nous

devons pluraliser les lieux géographiques et épistémiques de production de la théorie critique. Placer l’expérience coloniale et impériale au centre de l’analyse de la réalité historique et de l’actuelle matérialité des relations de pouvoir est encore l’exception plutôt que la règle dans une science sociale essentiellement non critique, présentiste et eurocentrique d’où les expériences non occidentales, non européennes et non blanches ont été gommées depuis longtemps. En conséquence, jusqu’à la fin du XX^e siècle, on a assisté à l’émergence d’une sociologie des inégalités et de la stratification qui négligeait la race et l’appartenance ethnique en Occident, d’une sociologie du développement capitaliste qui minimisait les économies esclavagistes, le travail en servitude pour dettes et toutes les formes de travail non rémunéré, et d’une sociologie des migrations dépourvue à la fois de colonisateurs et de sujets coloniaux. L’expérience des femmes était absente de tous ces récits, ce qui n’a été que partiellement et progressivement corrigé par l’inclusion des femmes blanches occidentales en tant qu’objets puis sujets de la production sociologique en Occident. Mondialiser l’expérience périphérique – selon les termes de Coronil – rendrait les processus centraux de l’économie-monde capitaliste tels que l’expansion coloniale européenne, le commerce des esclaves et l’émigration européenne vers les Amériques aussi visibles que les conflits de classe, la prolétarianisation et la mobilité sociale des États industriels d’Europe occidentale, sur l’analyse desquels la sociologie s’est fondée. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Manuela Boatcă <manuela.boatca@soziologie.uni-freiburg.de>
Twitter: [@ManuelaBoatca](https://twitter.com/ManuelaBoatca)

> Totalité et extériorité :

Catégories pour une théorie critique décoloniale

Patricia Cipollitti Rodríguez, CUNY Graduate Center (États-Unis)

La « critique immanente » constitue une des méthodes marquantes de la théorie critique pour l'étude de la société. Elle peut être en partie définie comme une évaluation de la question de savoir « si » et « comment » un ensemble donné de dispositions sociales est mauvais en soi. Selon Marx (qui, à cet égard, suivait Hegel), les théoriciens critiques identifient les contradictions qui, comme le dit [Nancy Fraser](#), surgissent « systématiquement et non accidentellement » entre les normes qui sont « immanentes » à la société et les conditions dont les acteurs sociaux prennent conscience au travers de leurs actions. L'exemple classique de Marx fait référence à la liberté du marché qui caractérise la société bourgeoise et à la « liberté de mourir de faim » qui est la réalité récurrente des travailleurs. Les théoriciens critiques analysent ensuite ces tendances à l'apparition de crises et le potentiel de transformation sociale qu'elles engendrent à leur tour.

En élaborant des critères normatifs « au sein » des pratiques examinées, les théoriciens critiques prétendent éviter les pièges idéologiques d'une grande partie de la philosophie analytique morale et politique dominante. Alors que les approches traditionnelles présument souvent que des idéaux tels que la « justice » ou « l'égalité » sont applicables dans l'ensemble des temporalités et des géographies, les théoriciens critiques reconnaissent le caractère profondément historique des idéaux – et le fait que, dans des conditions d'inégalité, l'appel à ces idéaux a tendance à se fondre avec les intérêts des groupes dominants. Les interprétations de la liberté dans les sociétés capitalistes en sont un bon exemple.

> Totalité et eurocentrisme

Les théoriciens décoloniaux insistent sur le fait qu'il ne s'agit pas seulement de cela. Selon le philosophe argentin-mexicain Enrique Dussel, l'un des principaux pro-

blèmes des méthodes dialectiques telles que la critique immanente, est leur [prétention à la totalité](#). Le concept de totalité jouit d'une grande popularité parmi les marxistes occidentaux et les théoriciens qui sont influencés par cette tradition. Dans le contexte actuel, la totalité revêt au moins deux significations. Premièrement, la critique immanente stipule que toutes les ressources normatives nécessaires à l'évaluation et à la transformation sociales peuvent provenir de l'intérieur de l'objet de la critique. Dans la mesure où la société capitaliste constitue cet objet, elle comprend donc la totalité des outils nécessaires à sa critique. Deuxièmement, et de manière connexe, le capitalisme est conçu comme une totalité structurelle globale dans la mesure où ses processus et ses sensibilités façonnent pratiquement toutes les communautés humaines de notre planète.

Selon Dussel, une telle pensée totalisante est eurocentrique. Elle ignore de manière problématique une myriade de formes de vie qui sont peut-être adjacentes à la société capitaliste, mais qui en sont tout à fait distinctes. Fondamentalement, les soi-disant *extérieurs* à la totalité de l'objet, où les gens pensent, agissent et ressentent « autrement » que dans la modernité capitaliste occidentale, sont importants d'un point de vue méthodologique. Ils présentent des alternatives normatives substantielles – idéaux, conceptualisations, pratiques, etc. – à travers lesquelles l'objet de la critique peut être évalué et transformé. Les modes de vie non capitalistes peuvent, par exemple, démontrer en termes concrets ce qu'implique une relation non extractive avec la nature.

> Analectique et extériorité

Dussel appelle la méthode décoloniale qui en résulte *l'analectique*, où « ana- » situe le point de vue critique « à l'extérieur » plutôt qu'« à l'intérieur » de l'objet. Penser depuis « l'autre côté » (ou « l'envers ») de la modernité capitaliste est l'une des contributions caractéristiques de

“Les théoriciens critiques reconnaissent le caractère profondément historique d’idéaux comme ‘la justice’ ou ‘l’égalité’”

la pensée décoloniale par rapport aux évaluations dialectiques de la théorie critique « de l’intérieur ».

La catégorie analectique de *l’extériorité* figure, explicitement ou implicitement, dans une part importante de la pensée décoloniale latino-américaine. Un exemple est la notion de *buen vivir* (« bien vivre ») décrite par Mónica Chují, Grimaldo Rengifo et Eduardo Gudynas dans le [numéro d’avril 2023 de *Dialogue Global*](#) (p. 27-28) comme un « ensemble de perspectives sud-américaines » qui « englobe des positions qui remettent en question la modernité tout en laissant entrevoir d’autres manières de penser, de sentir et d’être – d’autres ontologies – enracinées dans des histoires, des territoires, des cultures et des écologies spécifiques ». Les conceptions du *buen vivir* sont fortement inspirées par les traditions indigènes. Ces auteurs notent que le *buen vivir* s’est rapidement répandu à l’intérieur et au-delà des pays andins dont il est originaire, offrant des bases théoriques pour d’autres voies spécifiques que le développement capitaliste, telles que la reconnaissance constitutionnelle des droits de la nature. Le *buen vivir*, une idée cultivée dans l’extériorité, permet ainsi une critique analectique. D’autres utilisations importantes de l’extériorité ont trait non seulement aux modes de vie des communautés indigènes, mais aussi à ceux des paysans, des populations Afro-descendantes, des habitants pauvres des villes et même des États-nations sous-développés de la région.

> La portée mondiale du capital

L’analectique peut sembler malavisée aux théoriciens critiques qui se réclament de Marx. Selon eux, postuler un quelconque « extérieur » au capitalisme revient à nier de manière romantique la consolidation de ce qu’Immanuel Wallerstein a appelé le « système-monde moderne » au cours des 500 dernières années. C’est ne pas comprendre qu’à l’époque contemporaine, le domaine social au niveau mondial est constitué comme une structure de parties interdépendantes ; plus précisément, comme un agrégat de processus économiques dynamiques et de pratiques sociales, mis en œuvre par l’action humaine, qui soutiennent l’accumulation de la plus-value. Selon ce point de vue, la relation entre le centre et la périphérie, l’exploiteur et l’exploité, le riche et le pauvre, le travail salarié et non salarié, etc. n’est pas une relation de séparation stricte, mais une relation entre les éléments constitutifs d’une et à l’intérieur d’une totalité systémique. De plus, la portée du capital est mondiale. Échanger des devises, participer aux marchés locaux en amont ou en aval des marchés mon-

diaux, s’endetter, se confronter aux entreprises d’extraction et aux États qui déploient la force pour maintenir leur souveraineté nationale, revient à être imbriqué de manière significative dans cette totalité. Très peu de communautés (voire aucune) restent « absolument », « radicalement » ou « maximalement » séparées des circuits économiques capitalistes, pour utiliser des adverbies souvent employés par Dussel et d’autres penseurs décoloniaux latino-américains pour décrire l’extériorité.

Compte tenu de cette inquiétude marxienne, ceux qui emploient la catégorie d’extériorité doivent préciser que le sens dans lequel la modernité capitaliste, en tant que *totalité*, diffère des communautés extérieures, n’est pas d’ordre matériel. La plupart des penseurs décoloniaux adhèrent à la thèse des systèmes-monde : sans elle, nous ne serions pas en mesure de comprendre correctement les formes contemporaines d’exploitation, d’extraction ou d’oppression. La séparation pertinente est plutôt expérientielle et normative. Autrement dit, les personnes en situation d’extériorité pensent, ressentent et jugent différemment. Cela peut inclure une interaction avec le marché différente de celle des classes qui en bénéficient systématiquement.

> Problèmes liés aux dualismes modernes

Cette réponse ne satisferait cependant pas les théoriciens critiques qui, dans une veine postmoderne, remettent en question la conceptualisation de la « modernité » contenue dans les [principales propositions analectiques](#). De leur point de vue, les propositions analectiques stipulent que la modernité est une unité culturelle qui englobe des manières de penser et de sentir qui sont déterminées par la raison instrumentale, l’accumulation capitaliste, le colonialisme, etc. – dont les « autres » manières de penser, de sentir et d’être sont fondamentalement distinctes.

Pour les critiques de tendance postmoderne, une telle conceptualisation de la modernité est, tout d’abord, politiquement suspecte. La réification des cultures en unités cohésives favorise les schémas de pensée dualistes, y compris les classifications Soi/Autre. Comme l’ont souligné des penseurs postcoloniaux tels qu’Edward Said, ces classifications peuvent être facilement exploitées pour contrôler les populations « autres ». Deuxièmement, il s’agit d’une erreur de description : les formes de vie sociale sont historiquement contingentes et sont des compositions hétérogènes de pratiques susceptibles d’évoluer au fil des échanges transculturels. Les signes qui donnent sens à

>>

ces pratiques peuvent d'ailleurs être transposés d'un horizon culturel à l'autre et prendre des fonctions différentes de celles observées dans leur lieu d'émergence. Des liens entre les modes de vie et les territoires géographiques d'où ils proviennent peuvent exister, comme le suggèrent les partisans du *buen vivir*. Toutefois, ces liens ne doivent pas être considérés comme essentiels, immuables ou radicalement incommunicables.

> **Les extériorités comme cultures hybrides et la pluralité des ressources normatives**

Au lieu de penser en termes de « modernité », ceux qui emploient la catégorie d'extériorité devraient donc penser en termes de « modernisation ». Il s'agit d'un processus par lequel les communautés sont impliquées dans des pratiques, des symboles, des technologies et des rationalités modernes, comme celles rencontrées sur le marché. De plus, en raison de leur intégration matérielle et politique dans le système-monde, les communautés ne peuvent s'empêcher de s'impliquer. (C'est ainsi, entre autres, que le pouvoir asymétrique influe sur les processus de transculturation.) Pour reprendre la terminologie des études culturelles latino-américaines, les extériorités sont des « [cultures hybrides](#) » dans lesquelles les participants peuvent quotidiennement puiser parmi de multiples rationalités coexistantes – « modernes » et « traditionnelles », marchandes et non marchandes – et attribuer, par exemple, des significations modernes à des pratiques

traditionnelles et des significations historiquement spécifiques à des pratiques nouvellement introduites. Partout dans le monde, nous rencontrons des modernités multiples : de nombreuses cultures hybrides distinctes et en constante évolution dans lesquelles les formes modernes jouent un rôle important.

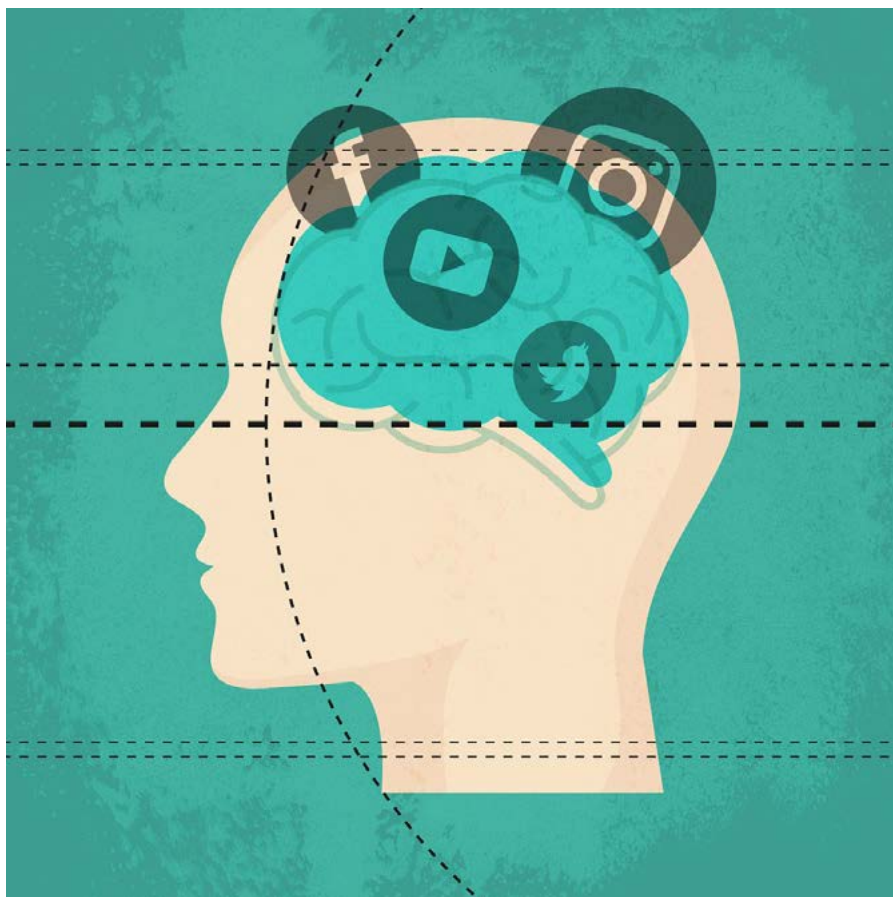
La catégorie de l'extériorité permet de souligner à juste titre que les façons de penser, de sentir, d'être et d'accorder de l'importance à telle ou telle chose diffèrent considérablement d'un endroit à l'autre, en particulier entre les centres et les périphéries – aussi hétérogènes soient-ils – au sein du système-monde. Mais, en prenant à cœur l'inquiétude postmoderne, nous devons reconnaître que les relations entre les lieux sont poreuses et changeantes. Nous devrions éviter d'idéaliser les communautés extérieures ; et nous ne devrions pas négliger celles qui, même si elles sont situées dans le Nord et l'Occident global, participent à des pratiques dont la signification dépasse les rationalités dites « modernes », telles que le *care work*. La critique immanente et la critique analectique nécessitent toutes deux une solide compréhension des structures mondiales, c'est-à-dire de la totalité. Cependant, en mettant l'accent sur l'extériorité, la critique analectique attire notre attention sur la formidable pluralité des ressources normatives pour la critique qui existent dans le monde entier, en particulier dans les périphéries, ainsi que sur les multiples voies de transformation qu'elles offrent potentiellement. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Patricia Cipollitti Rodríguez <patricia.cipollitti@gmail.com>

> L'industrie culturelle, un enjeu de recherche (politique) pour la théorie critique

Bruna Della Torre de Carvalho Lima, Université de Francfort (Allemagne) et Université de Campinas (Brésil)

| Illustration : Arbu, 2023.



> Adorno et l'industrie culturelle

« **L'**industrie culturelle » est un concept controversé. Malgré les nombreuses réserves émises par Theodor W. Adorno quant à l'analogie entre l'expression « culture de masse » et le concept d'« industrie culturelle », cette dernière est toujours généralement associée à une (immense) gamme de biens culturels. Dans de nombreuses branches de la sociologie, « l'industrie culturelle », ou un aspect de cette industrie, est devenue synonyme de biens culturels, tels que la télévision ou la radio. Dans ses débats avec Helmut Becker, Adorno nous a avertis de ne pas aborder la télévision en tant que telle, mais seulement en conjonction avec le reste du système de l'industrie culturelle : étudier l'industrie culturelle uniquement de manière empirique ne suffit pas, car ses effets ne peuvent être perçus qu'après des décennies d'exposition. Dans [La dialectique de la raison](#), Adorno et

Max Horkheimer décrivent cependant l'industrie culturelle comme un « système » composé de « la radio, du cinéma et des journaux ». Il s'agit d'un système esthétique et culturel, mais surtout, d'un système de socialisation et d'un dispositif qui fabrique des désirs et une identification avec la réalité. Le concept comporte un aspect lié au travail, négligé par les chercheurs, puisqu'il s'agit d'une contrepartie au travail : un miroir inversé de la société fordiste. Cependant, il s'agit également d'une théorie politique de la culture.

> Les médias et la montée du fascisme

La cartellisation de la culture sous la République de Weimar et sa concentration dans les mains de réactionnaires, incarnées par Alfred Hugenberg, ont conduit Adorno à s'interroger sur la relation entre les médias et la montée du fascisme. D'une part, la radio avait transformé l'agitation antidémocratique ; d'autre part, la forme sociale de l'industrie culturelle,

>>

qui permet de subvertir les subjectivités et d'entraîner une identification aux superstars, a ouvert la voie aux dirigeants politiques fascistes tout en apparaissant comme « une autorité désintéressée et au-dessus des partis ».

Dans *Le nouvel extrémisme de droite*, Adorno commente la montée du NPD (Parti national-démocrate d'Allemagne), dont la clé du succès était liée au concept d'« organisation ». Le NPD se présentait comme un mouvement au-dessus de tout sectarisme partisan. Ce « mouvement » se prétendait détaché de la forme traditionnelle du « parti », étranger aux intérêts politiques et économiques qui guident la *Realpolitik* institutionnelle. De plus, il a pu agir ainsi grâce à la propagande, affirme Adorno. De ses remarques qui portent à réfléchir, se déduit la thèse initiale : l'industrie culturelle pourrait être la nouvelle « organisation ». Une telle industrie peut remplacer un parti de masse dans la structuration et la diffusion du fascisme.

Même Adorno qui a fait de « l'industrie culturelle » un programme de recherche tout au long de son œuvre, n'a pas su prévoir les proportions et la portée que ce système pourrait prendre.

> L'autorité désintéressée d'Internet remplace la politique à l'ancienne

Avant l'avènement d'Internet, les agitateurs antidémocratiques devaient se rendre personnellement dans les écoles, les églises, les stations de radio, les usines, les studios de télévision, etc. L'accès à toutes ces sphères était régi par des règles spécifiques et était limité. Sous le fordisme, l'industrie culturelle avait déjà été l'un des principaux instruments du fascisme en transportant, par le biais de la radio, l'agitateur de rue dans les salons. Cependant, elle ne s'est pas substituée au parti. La dernière évolution des forces productives, c'est-à-dire l'émergence et l'importance des réseaux sociaux dans la société contemporaine, a fait tomber toutes les barrières à ce type d'agitation, délégitimant même les moyens de communication les plus traditionnels et mettant hors circuit le parti de masse traditionnel. Les réseaux sociaux font preuve de davantage de capillarité sociale qu'aucune organisation ne pourrait y aspirer.

L'infrastructure en question a également créé la base matérielle de cette « industrie de la culture numérique » et la forme « culturelle » qu'elle prend. Le dispositif binaire du « like/dislike », l'effet de verrouillage lié à la monopolisation du secteur, la manipulation des émotions par le biais de la publicité ciblée, et bien d'autres caractéristiques bien connues ont fourni le modèle de la sociabilité virtuelle et des formes de socialisation qui lui sont liées – sans parler de l'utilisation de stratagèmes tels que les bots à des fins de manipulation politique dans les médias et les réseaux sociaux.

Par ailleurs, le succès de ce nouveau radicalisme de droite tient au fait que l'industrie culturelle, dans sa version numérique, continue de se présenter comme une « autorité désintéressée ». Son caractère économique se cache derrière la « gratuité » de ses produits et est rendu encore plus nébuleux par le fait que c'est nous qui produisons et partageons la plupart des contenus qui l'alimentent. En tant qu'« autorité désintéressée », non seulement il se présente comme quelque chose qui « plane » au-dessus des partis traditionnels, mais devient également le véhicule idéal pour les mouvements de droite cherchant à apparaître comme une alternative à la vieille politique.

> Le nouveau radicalisme de droite et les réseaux sociaux

Il y a donc convergence entre un dispositif objectif très complet et un modèle de subjectivation qui favorise considérablement l'extrême droite. Le nouveau radicalisme de droite implique une politique réfractaire au dialogue et à la réflexion, qui est étroitement liée aux caractéristiques des réseaux sociaux avec notamment : une stratégie d'accaparement de l'attention qui favorise la radicalisation par l'utilisation d'appâts à clics à fort attrait émotionnel, la capacité à produire le sentiment d'une participation politique, des algorithmes qui choisissent ce que les gens consomment, ce qui, à son tour, produit une circularité des contenus et l'exclusion de tout ce qui peut être différent, facilitant la formation de *ingroups* et de *outgroups*. Comme le suggère [Joseph Vogl](#) à propos des plateformes, l'industrie de la culture numérique devient paradémocratique.

Ces éléments, entre autres, renforcent les autoritarismes locaux, dont les bases peuvent être extrêmement variées, en les amplifiant afin de les rendre politiquement significatifs. Dans les pays du Sud global, où les démocraties ont été historiquement affaiblies par le colonialisme, les effets de l'industrie culturelle peuvent être encore plus marqués, ce qui révèle une facette insuffisamment explorée du concept : son déploiement impérialiste. En ce sens, l'industrie culturelle pourrait également être une théorie de l'impérialisme culturel.

La montée de l'extrême droite dans le monde entier a ravivé l'intérêt pour les études de l'école de Francfort sur l'autoritarisme. Pourtant, « l'industrie culturelle » n'a pas été considérée comme un concept essentiel pour appréhender ce phénomène. L'avenir de la théorie critique (et du monde) est sans aucun doute lié à l'élargissement, à la révision approfondie et à un nouveau développement de la manière dont l'industrie culturelle fonctionne. Et notre tâche critique reste celle de ne pas être en accord avec le monde. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Bruna Della Torre de Carvalho Lima <brunadt@unicamp.br>

> Vers une théorie critique de la société mondiale

Esteban Torres, Universidad Nacional de Córdoba (Argentine)



| Illustration : Arbu, 2023.

Credit: Neel, Unsplash.

La principale expérience de production d'une théorie critique dans l'hémisphère occidental a eu lieu à Francfort et à New York, en liaison avec l'Institut de recherche sociale (IfS), entre les années 1920 et 1960. Au sein du cœur assiégé de l'IfS, les travaux de Horkheimer, Adorno et Marcuse ont rayonné avec force. De l'autre côté, en Amérique latine, le noyau le plus important de création de la théorie critique s'est épanoui dans les domaines de la sociologie et de l'économie dans les années 1960 et 1970, avec comme auteurs les plus marquants Raúl Prebisch, Fernando H. Cardoso, Darcy Ribeiro et Ruy Mauro Marini. Les deux courants ont divergé de manière significative parce que les problèmes structurels qu'ils soulevaient étaient très différents et parce que les expériences historiques des intellectuels impliqués étaient aussi radicalement différentes. Le courant latino-américain s'est d'ailleurs développé en relation avec une stratégie majoritaire. Seule la reconnaissance d'une force distincte déterminante exercée par la localisation historique sur les intellectuels et leurs théories critiques

peut expliquer l'existence d'un écart aussi important entre deux courants dotés d'un même ADN allemand, qui ont en commun les œuvres de Marx et de Weber comme sources théoriques centrales.

> Une expérience historique et un problème structurel

Toute théorie critique se forme à l'intersection d'une expérience historique et d'un problème structurel. La différenciation entre ces aspects est utile pour détecter le moment où une théorie critique commence à perdre sa capacité en matière de savoir, d'efficacité critique et de transformation sociale. L'expérience historique du nazisme, et plus particulièrement celle de l'extermination des Juifs, a conduit le projet francfortois à identifier la perte de la liberté individuelle comme le principal problème structurel. Sans les cicatrices durables laissées par cette expérience, la théorie critique produite par l'école de Francfort aurait été différente. Le problème de la dépendance structurelle

>>

de l'Amérique latine à l'égard des pays du centre a pris une forme théorique et critique à une époque où la région était en plein essor et où il était devenu évident que les recettes européennes appliquées aux pays périphériques étaient un échec total. La dépendance structurelle était un obstacle majeur qui entraînait en contradiction avec une expérience optimiste d'évolution ascendante. La théorie sociale latino-américaine devient critique avec la perte circonstancielle de la bataille de l'industrialisation. Cependant, elle maintient son élan positif basé sur une croyance rationnelle en la possibilité de construire une société post-périphérique plutôt qu'une société post-capitaliste. Cela n'était ni de la pure négativité ni de la pure positivité, selon les enseignements de Marx. J'ai fait référence à deux problèmes structurels différents qui persistent encore aujourd'hui, liés à deux expériences historiques. Pour surmonter les problèmes du manque de liberté et de la persistance du sous-développement, il faut créer de nouvelles théories critiques qui rendent compte de l'expérience historique actuelle de la mondialisation [*mundialización* en espagnol, c'est-à-dire l'expansion d'une société mondiale].

> **Déviations contemporaines : anhistoricisme, antipolitique et séparatisme**

La plupart des théories critiques qui circulent actuellement en Amérique latine et en Europe semblent avoir perdu de leur puissance. À mon avis, cela est dû à la reproduction amplifiée de trois déviations intellectuelles majeures et d'un réductionnisme qui date de longtemps. Il s'agit d'une déviation anhistorique, d'une déviation antipolitique et d'une déviation séparatiste. La première consiste à ignorer le poids des expériences historiques situées dans l'approche proposée par les théories sur les problèmes structurels, ainsi que dans l'élaboration des programmes de recherche publique. La déviation antipolitique est associée à la transformation de la critique en une fin en soi. La troisième déviation, la déviation séparatiste, se manifeste dans deux pratiques opposées : l'autonomisation de la théorie critique par rapport à la recherche sociologique et la conduite d'études sociales sans théorie critique de la société et, surtout, sans théorie du capitalisme. Horkheimer et Adorno ont appelé ce dernier aspect « sociologie sans société ». Enfin, le réductionnisme à long terme est associé à la reproduction généralisée d'une vision eurocentrique des sociétés. La limite originelle compréhensible de cette vision dominante et autoréférentielle devient un aveuglement irrationnel à partir du déni surprenant du processus de mondialisation des sociétés qui a commencé sa marche soutenue au milieu du XX^e

siècle, sous l'impulsion des mouvements de libération nationale de la périphérie, de la décolonisation dans sa phase avancée et de la montée en puissance du bloc asiatique.

> **La rencontre de Francfort avec la sociologie latino-américaine**

Le processus de mondialisation est l'expérience historique qui permet de combler le fossé entre la tradition francfortoise et la tradition latino-américaine. Une première expérience de communication entre les deux courants pourrait générer les ressources intellectuelles nécessaires pour surmonter les obstacles mentionnés ci-dessus. Bien observées, les deux traditions constituent des antidotes contre la déviation anhistorique. Ainsi, le premier Horkheimer, Marcuse et le courant latino-américain, tous à la suite de Marx, offrent des outils pour contrebalancer la déviation antipolitique. De même, pour tenter de surmonter la déviation séparatiste, il est indispensable d'intégrer les contributions du projet original de Francfort et la critique acérée du positivisme par Adorno et Horkheimer. Enfin, pour mettre en œuvre un projet de reconstruction qui démantèle complètement l'eurocentrisme, il est essentiel de se référer aux contributions du courant latino-américain.

Pour surmonter définitivement les obstacles susmentionnés et retrouver la vigueur de la théorie critique, il est nécessaire d'assurer un changement de paradigme qui permette le développement de nouvelles théories critiques de la société mondiale. J'entends par là une pratique théorique qui doit être conçue comme le moment irréductible d'un processus de recherche sociale, une critique qui doit être activée par un moteur scientifique, puis calibrée par une stratégie de transformation sociale possible. En outre, il est nécessaire de construire l'idée d'une société mondiale post-eurocentrique, conçue comme une unité supérieure qui se réalise dans l'interaction entre trois plans : i) celui des relations entre les sphères nationale, régionale et mondiale, ii) celui des relations centre/périphérie, et iii) celui de la relation entre les modernités et les non-modernes.

Le nouveau programme intellectuel de l'IfS, dirigé par Stephan Lessenich, est la carte de navigation la plus ambitieuse élaborée par l'école de Francfort depuis 1923 dans la mesure où il définit ses problèmes structurels en s'inscrivant dans l'expérience historique de la mondialisation, et en assumant un engagement scientifique, critique et politique dans un processus de transformation sociale qui dépasse largement l'Europe. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Esteban Torres <e.torres@em.uni-frankfurt.de>

> Le consensus de la décarbonation

Breno Bringel, Université d'État de Rio de Janeiro (Brésil), et Universidad Complutense de Madrid (Espagne), et **Maristella Svampa**, CONICET et Centro de Documentación e Investigación de la Cultura de Izquierdas (Argentine)



Voler avec Aerocene Pacha (bassin de Salinas Grandes et de Laguna de Guayatayoc, Jujuy, Argentine, 2020). Crédit : Fondation Aerocene et Studio Tomás Saraceno.

Ces dernières années, la transition socio-écologique a cessé d'être un sujet réservé aux groupes d'activistes et aux scientifiques pour devenir un élément central des agendas politiques et économiques actuels. Cependant, deux questions importantes se posent ici. Premièrement, face à l'urgence de la décarbonation, on observe une tendance à réduire la transition socio-écologique – qui, pour la comprendre dans son intégralité, devrait englober les dimensions énergétique, productive, alimentaire et urbaine – à une transition énergétique. La deuxième question concerne la manière dont la transition énergétique est mise en œuvre et qui en paiera les coûts.

La transition énergétique – principalement menée par les grandes entreprises et les gouvernements des pays du Nord global – vers une énergie prétendument « propre », accroît la pression sur les pays du Sud. Pour que la Chine,

>>

les États-Unis et l'Europe s'engagent sur la voie de la défossilisation, de nouvelles « zones de sacrifice » sont créées dans les zones périphériques de la planète. Citons quelques exemples de cette tendance : L'extraction de cobalt et de lithium pour la production de batteries de haute technologie pour les voitures électriques a des effets dévastateurs sur la région connue comme le « triangle du lithium » en Amérique latine, et en Afrique du Nord ; la demande croissante de bois de balsa, abondant dans l'Amazonie équatorienne, pour la construction d'éoliennes requises par la Chine et les pays européens, se traduit par la destruction de communautés, de territoires et de biodiversité ; et les nouveaux appels d'offres pour des mégaprojets de panneaux solaires et d'infrastructures d'hydrogène accentuent encore plus l'accaparement des terres.

Dans les milieux activistes et les études critiques, ce processus est de plus en plus connu sous le nom d'« extractivisme vert » ou de « colonialisme énergétique » : une nouvelle dynamique d'extraction capitaliste et d'appropriation des matières premières, des biens naturels et de la main-d'œuvre, en particulier dans le Sud global (mais pas exclusivement), au profit de la transition vers une énergie verte. Le colonialisme énergétique est la pièce maîtresse d'un nouveau consensus capitaliste, que nous définirons comme le consensus de la décarbonation.

> Qu'est-ce que le consensus de la décarbonation ?

Le consensus de la décarbonation est un nouvel accord mondial qui préconise le passage d'un système énergétique basé sur les combustibles fossiles à un système sans carbone (ou à faible teneur en carbone) basé sur les énergies « renouvelables ». Avec pour leitmotiv la lutte contre le réchauffement de la planète et la crise climatique, il s'agit de promouvoir une transition énergétique facilitée par l'électrification de la consommation et la numérisation. Ce consensus repose sur un objectif commun largement accepté. Qui pourrait s'opposer à la décarbonation et à la neutralité climatique dans un monde blessé menacé d'effondrement ? La question principale n'est pas de savoir ce qu'il faut faire, mais *comment* le faire.

Les objectifs de cette décarbonation hégémonique n'incluent pas la déconcentration du système énergétique, la protection de la nature ou la justice climatique mondiale, mais sont basées sur d'autres motivations comme de nouvelles incitations financières, la réduction de la dépendance énergétique de certains pays, le développement des niches de marché ou l'amélioration de l'image des entreprises. La décarbonation n'est pas considérée comme faisant partie d'un processus plus large de modification du profil métabolique de la société (ses modes de production, de consommation, de circulation des biens et de production de déchets), mais comme une fin en soi. Bien que la gravité de l'urgence climatique soit reconnue, les politiques actuelles

ne sont pas seulement insuffisantes ; elles ont également de graves conséquences, sachant que l'exploitation des ressources naturelles s'intensifie et que l'idéologie de la croissance économique illimitée est maintenue.

Le consensus de la décarbonation fait constamment référence au potentiel technologique et à l'innovation. Dans le même temps, il prône explicitement le « *green business* », le « financement du climat » (*climate finance*), les « solutions fondées sur la nature », l'« exploitation minière climato-intelligente », les « marchés du carbone » et diverses formes d'investissement spéculatif. En bref, un type de transition est proposé, qui repose sur une logique fondamentalement mercantile et s'accompagne d'une interface hypernumérisée, générant de nouvelles marchandises et de nouvelles formes sophistiquées de contrôle social et territorial.

Avec cette nouvelle orientation donnée à la rhétorique de la « durabilité », une nouvelle phase de dépossession environnementale du Sud se dessine, qui affecte la vie de millions d'êtres humains et d'êtres sensibles non humains, avec pour résultat de mettre encore davantage en péril la biodiversité et de détruire des écosystèmes stratégiques. Le Sud global redevient un réservoir de ressources prétendument inépuisables, d'où sont extraits des minerais stratégiques pour la transition énergétique du Nord, ainsi qu'une destination pour les déchets et la pollution générés par cette nouvelle « révolution industrielle ».

> Le colonialisme vert et la double contrainte

L'impérialisme écologique et le colonialisme vert caractérisent le consensus de la décarbonation. Celui-ci mobilise non seulement des pratiques mais aussi un imaginaire écologique néocolonial. Par exemple, les gouvernements et les entreprises ont souvent recours à l'idée d'un « espace vide », typique de la géopolitique impériale. Si par le passé, cette idée, qui complète la notion d'« espace vital » (*Lebensraum*) de Ratzel, a été à l'origine d'écocides et d'ethnocides de populations indigènes – servant par la suite à promouvoir des politiques de « développement » et de « colonisation » des territoires –, elle est aujourd'hui utilisée pour justifier l'expansionnisme territorial en vue d'investissements dans les énergies « vertes ».

Ainsi, de vastes étendues de terres dans des zones rurales peu peuplées sont considérées comme des « espaces vides » propices à la construction d'éoliennes ou d'usines d'hydrogène. Ces imaginaires géopolitiques pour la transition des entreprises reproduisent les relations coloniales, lesquelles ne peuvent être considérées uniquement comme une imposition de l'extérieur vers l'intérieur, du Nord vers le Sud. En effet, dans de nombreux cas, ce qui est en jeu est également une sorte de « colonialisme vert interne », qui établit les conditions de possibilité pour faire progresser l'extractivisme vert fondé sur des alliances



et des relations coloniales entre élites nationales et élites mondiales. Il faut reconnaître qu'au nom de la « transition verte », le consensus de la décarbonation génère également des pressions sur les territoires du Nord global. Mais cela reste sans commune mesure avec les répercussions et l'ampleur de ces processus dans les périphéries à l'échelle mondiale.

En outre, la temporalité et la manière dont le consensus de la décarbonation est mis en œuvre suscitent des contradictions, même parmi ses promoteurs. L'aggravation des comportements et des politiques schizoéphrènes – ou le *double bind* (la double contrainte), pour reprendre l'expression de Gregory Bateson dans son livre *Steps to an Ecology of Mind* – semble être un signe de la polycrise civilisationnelle. Il y a ceux qui, tout en reconnaissant l'importance de la décarbonation, cherchent à retarder celle-ci en extrayant jusqu'à la dernière goutte de pétrole, comme c'est le cas de nombreuses entreprises de combustibles fossiles et de leurs groupes de pression auprès des gouvernements. On peut citer en exemple l'annonce du président américain Joe Biden qui, revenant sur sa promesse électorale, a approuvé en mars 2023 le projet Willow qui permet l'expansion de la frontière pétrolière dans l'Arctique alaskien, mettant ainsi en péril un écosystème extrêmement fragile déjà atteint par la fonte des glaces due au réchauffement climatique. Un autre exemple nous vient de l'Union européenne qui, tout en cherchant à étendre le Pacte vert européen, a opté pour un retour au charbon à la mi-2022, en utilisant comme prétexte la crise énergétique aggravée par la guerre en Ukraine.

Le consensus de la décarbonation restreint l'horizon de la lutte contre le changement climatique à ce que la chercheuse brésilienne Camila Moreno définit comme la métrique du carbone : une manière limitée de quantifier le carbone uniquement sur la base des molécules de CO₂, qui offre une sorte de monnaie d'échange internationale, donnant l'illusion que l'on fait quelque chose contre la dégradation de l'environnement. De cette manière, le problème sous-jacent est occulté et non seulement nous continuons à polluer, mais la pollution elle-même est devenue un nouveau domaine d'activité pour les entreprises (par le biais, par exemple, de l'échange de crédits d'émission). Les limites naturelles et écologiques de la planète continuent d'être ignorées, sachant qu'il n'y aura jamais assez de lithium ou de minerais dits « critiques » si l'on ne change pas de modèles de mobilité et de consommation.

La transition ne peut donc être réduite à un simple changement de la matrice énergétique, assurant la continuité d'un modèle non durable. En proposant une transition énergétique pour les entreprises sur le court terme, le consensus de la décarbonation maintient le modèle de développement hégémonique et accélère la fracture métabolique dans le but de préserver les modes de vie et de consommation actuels, en particulier dans les pays du Nord et les secteurs

les plus riches de l'économie mondiale. Le type de logique post-fossile promu par le consensus de la décarbonation conduit donc pour les entreprises à une transition technocratique, néocoloniale et non durable.

> Continuités avec les consensus capitalistes antérieurs : inévitabilité, capture des entreprises et extractivisme

Examinons le consensus de la décarbonation dans une perspective socio-historique. On constate des continuités avec les consensus capitalistes précédents, à savoir le « consensus de Washington » et le « consensus des matières premières ». La première est le discours de l'inévitabilité, qui affirme qu'il n'y a pas d'alternative à ces consensus. Le consensus des matières premières, par exemple, repose sur l'idée d'un accord sur la nature irrévocable de la dynamique extractiviste résultant de la demande mondiale croissante de matières premières, en vue d'exclure la possibilité d'autres alternatives. De même, le consensus de la décarbonation cherche aujourd'hui à imposer l'idée que, compte tenu de l'urgence climatique, il n'existe pas d'autre transition possible et que la seule transition « réaliste » est celle portée par les entreprises.

Deuxièmement, tous ces consensus impliquent une forte concentration du pouvoir entre les mains d'acteurs non démocratiques (grandes entreprises, acteurs financiers et organisations internationales), ce qui sape toute possibilité de gouvernance démocratique, a fortiori dans un contexte de « transition ». Cette tendance a deux conséquences. D'une part, nous assistons à la mainmise des entreprises sur les espaces de gouvernance ; des arènes telles que la Conférence des Parties (COP), qui, en tant qu'organe suprême de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, devrait être un forum multilatéral pour faire avancer la lutte contre le changement climatique, s'apparentent de plus en plus à une foire commerciale du capitalisme vert qui maintient les relations de pouvoir énergétique entre le Nord et le Sud. D'autre part, on assiste à une forte concentration du pouvoir au sein des grandes entreprises, d'un bout à l'autre des chaînes mondiales.

Troisièmement, la recherche constante de l'expansion des frontières capitalistes implique la promotion de mégaprojets visant à contrôler, extraire et exporter les ressources naturelles. À cette fin, il existe un engagement clair pour garantir la « sécurité juridique » du capital moyennant des dispositions réglementaires et légales qui permettent une rentabilité maximale des entreprises. Par exemple, les nouveaux accords commerciaux bilatéraux que l'Union européenne (UE) est en train de négocier intègrent des chapitres sur l'énergie et les matières premières, afin de garantir l'accès aux minerais critiques nécessaires à la transition. Dans ce contexte, l'UE a récemment présenté une proposition de Règlement sur les matières premières critiques (CRMR), visant ostensiblement à garantir un ap-



provisionnement sûr et durable en matières premières critiques pour l'UE. Cependant, comme l'explique un [compte rendu de SOMO](#), la stratégie proposée par l'UE ne conduira pas à un approvisionnement durable de l'Europe en minerais critiques, dans la mesure où elle exacerbera les risques pour les droits de l'homme et l'environnement, sapera la dynamique économique dans les pays partenaires et continuera à renforcer une consommation non durable dans les pays riches.

> Les caractéristiques nouvelles : concurrence inter-impériale, sécurité énergétique et colonialisme climatique

Au-delà de ces éléments de continuité, on constate également des éléments nouveaux. Une caractéristique essentielle du consensus de la décarbonation est la complexité des relations néocoloniales dans un monde multipolaire, marqué par la concurrence inter-impériale. L'Union européenne n'est pas la seule à rechercher un accès direct aux minerais critiques dont elle manque. Bien qu'elle en possède, la Chine est très bien positionnée dans le Sud global où, depuis une vingtaine d'années, elle réalise des investissements agressifs dans les secteurs extractifs stratégiques, entretenant un type de relation différent de celui des États-Unis et de l'Europe.

L'une des particularités de la nouvelle dépendance que la Chine a créée avec les pays d'Amérique latine et d'Afrique, où elle est le premier partenaire commercial de la quasi-totalité d'entre eux, est que si ses investissements sont à long terme et dans différents secteurs (agro-industrie, mines, pétrole ou infrastructures liées aux activités extractives), en termes de transfert de technologie (notamment en ce qui concerne la transition verte) elle a tendance à utiliser la technologie chinoise de pointe, qui inclut parfois aussi de la main-d'œuvre chinoise.

Les enchères inter-impériales sont complétées par les États-Unis. Bien que ces questions semblent absentes des déclarations du Département d'État, Laura Richardson, chef du Commandement sud des États-Unis, a plusieurs fois clairement exprimé l'intérêt stratégique des États-Unis pour l'Amérique du Sud (son eau, son pétrole et son lithium, entre autres). Ajoutons enfin que la Russie, acteur tendanciellement hégémonique dans un monde multipolaire, est loin d'avoir l'influence des puissances précitées dans le domaine des conflits liés à la transition énergétique.

Un autre élément distinctif important entre ces trois consensus est le rôle de l'État. Nous savons que le consensus de Washington reposait sur une logique d'État minimal, et que le consensus des matières premières défendait un État modérément régulateur mais en alliance étroite avec le capital transnational. De son côté, le consensus de la décarbonation semble inaugurer un nouveau type de néo-étatisme planificateur – dans certains cas plus proche d'un État éco-corporatif – qui associe la transition verte à la promotion de fonds publics-privés et la financiarisation de la nature. Les transitions vertes menées par les institutions gouvernementales et l'État tendent à rejoindre, faciliter et se fondre avec les transitions opérées par les entreprises dans une même dynamique de soumission du secteur public aux intérêts privés. Toutefois, dans certains cas où se produisent d'intenses cycles de mobilisation, l'État peut chercher à retrouver une relative autonomie, en soutenant des transitions écosociales qui encouragent la décentralisation et la déconcentration du pouvoir des entreprises.

Par ailleurs, bien que le consensus des matières premières et le consensus de la décarbonation aient une logique extractiviste, la gamme des produits et des minéraux requis s'est élargie. Dans le premier cas, il s'agit essentiellement de produits alimentaires, d'hydrocarbures et de minéraux tels que le cuivre, l'or, l'argent, l'étain, la bauxite et le zinc. Dans le second, sont également recherchés les minerais dits « critiques » nécessaires à la transition énergétique, tels que le lithium, le cobalt, le graphite et l'indium, entre autres, ainsi que les terres rares. Dans les deux cas, l'extraction et l'exportation de matières premières ont des conséquences catastrophiques en termes de destruction écologique et de création d'une dépendance. Cependant, un aspect crucial différencie l'extractivisme vert de l'extractivisme antérieur, et c'est le discours utilisé pour le légitimer, car les acteurs qui le promeuvent affirment qu'il s'agit d'un extractivisme durable et du seul moyen possible de faire face à l'urgence climatique.

Il est donc essentiel de saisir les glissements de sens que la question climatique et écologique a subis ces dernières années. Au-delà des ennemis classiques, le consensus de la décarbonation apparaît comme un système plus complexe et sophistiqué que les mouvements sociaux et les alternatives doivent affronter et prendre en charge. ■

Toute correspondance est à adresser à :

Breno Bringel <brenobringel@iesp.uerj.br> / Twitter: [@brenobringel](https://twitter.com/brenobringel)

Maristella Svampa <maristellasvampa@gmail.com> / Twitter: [@SvampaM](https://twitter.com/SvampaM)

> Transition énergétique en Afrique du Nord : Colonialisme, dépossession et expropriation

Hamza Hamouchène, Transnational Institute et Algeria Solidarity Campaign (Algérie)



Centrale solaire de Ouarzazate, Maroc.
Crédit : iStock, 2022.

Certaines transitions vers les énergies renouvelables peuvent être extractivistes et maintenir inchangées les pratiques de dépossession, les dépendances et les hégémonies existantes. Quelques exemples en Afrique du Nord – en particulier au Maroc – viennent à l'esprit. Tous illustrent la façon dont le colonialisme énergétique est reproduit par le biais d'un « colonialisme vert » ou « accaparement vert ».

L'objectif du Maroc d'augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique à 52% d'ici 2030, en matière de capacité installée, est louable. Cependant, un examen critique est nécessaire si l'important pour nous n'est pas de réaliser n'importe quel type de transition, mais plutôt une « transition juste » qui profite aux secteurs démunis et marginalisés de la société, au lieu d'aggraver leur exclusion socio-économique.

La centrale solaire de Ouarzazate a été inaugurée en 2016, juste avant les négociations sur le climat (COP22) qui se sont tenues à Marrakech. Elle a été vantée comme la plus grande centrale solaire du monde, tandis que la monarchie marocaine était déclarée championne des énergies renouvelables. Mais en grattant un peu la sur-

face, une autre réalité se fait jour. Tout d'abord, la centrale a été installée sur des terres (3000 hectares) appartenant à des communautés agro-pastorales amazighes, sans accord ni consentement de leur part ; il s'agit d'un accaparement de terres au profit d'un programme prétendument vert, ce qu'on appelle « accaparement vert », ou *green grabbing* en anglais. Deuxièmement, ce mégaprojet est contrôlé par des intérêts privés et a été développé moyennant une dette colossale de 9 milliards de dollars auprès de la Banque mondiale, de la Banque européenne d'investissement et d'autres institutions. Cette dette est garantie par le gouvernement marocain, ce qui signifie une augmentation potentielle de la dette publique pour un pays déjà lourdement endetté. Troisièmement, le projet n'est pas aussi « vert » qu'on le prétend. L'utilisation d'énergie solaire concentrée (CSP) nécessite des quantités considérables d'eau pour refroidir et nettoyer les panneaux solaires. Dans une région semi-aride comme Ouarzazate, il est tout simplement scandaleux de détourner l'eau pour des usages autres que domestiques et agricoles.

Le projet « Noor Midelt », qui constitue la deuxième phase du plan d'énergie solaire marocain, vise à fournir une capacité énergétique supérieure à celle de la cen-

trale de Ouarzazate. Il s'agit d'une centrale hybride CSP et photovoltaïque (PV). Avec 800 mégawatts (MW) prévus pour sa première phase, il s'agira de l'un des plus grands projets d'énergie solaire au monde combinant les technologies CSP et PV. En mai 2019, un consortium composé d'EDF Renouvelables (France), de Masdar (Émirats arabes unis) et de Green of Africa (consortium marocain) a remporté l'appel d'offres et a été sélectionné pour construire et exploiter la centrale en partenariat avec l'Agence marocaine pour l'énergie solaire (Masen) pour une période de 25 ans. Le [projet](#) a contracté plus de 2 milliards de dollars de dettes auprès de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de la Banque européenne d'investissement, de l'Agence française de développement et de la Banque allemande de développement (KfW).

Le projet a démarré en 2019 et la mise en service est prévue pour 2024. Le complexe solaire Noor Midelt sera développé sur un site de 4141 hectares sur le plateau de la Haute Moulouya au centre du Maroc, à environ 20 kilomètres au nord-est de la ville de Midelt. Au total, 2714 hectares étaient gérés en tant que terres communales/collectives par les trois communautés agraires ethniques d'Aït Oufella, Aït Rahou Ouali et Aït Messaoud Ouali. En même temps, environ 1427 hectares étaient déclarés terres forestières et gérés par les communautés locales. Pourtant, ces terres ont été confisquées à leurs propriétaires en vertu des lois et règlements nationaux autorisant l'expropriation au nom de l'intérêt public. La décision du tribunal administratif, en janvier 2017, de valider l'expropriation en faveur de Masen, a été rendue publique en mars 2017.

> Un discours écologique colonial

Non sans rappeler le discours écologique colonial récurrent qui qualifie les terres à exproprier de marginales et sous-exploitées, et donc disponibles pour investir dans l'énergie verte, la Banque mondiale, dans une [étude réalisée en 2018](#), mettait en avant que « le terrain sablonneux et aride ne permet qu'à la broussaille de pousser, et que la terre est impropre au développement d'une agriculture en raison du manque d'eau ». Ce récit a également été utilisé lors de la promotion de l'usine de Ouarzazate au début des années 2010. [Une personne a déclaré à l'époque](#) :

« Les responsables du projet parlent d'un désert qui n'est pas utilisé, mais pour les gens d'ici, ce n'est pas un désert, c'est un pâturage. C'est leur territoire, et leur avenir est lié à la terre. Quand vous prenez ma terre, vous prenez mon oxygène. »

Le rapport de la Banque mondiale ne s'arrête pas là et affirme que « l'acquisition de terres pour le projet n'aura pas d'impact sur les moyens de subsistance des communautés locales ». La tribu d'éleveurs transhumants de Sidi Ayad, qui utilise ces terres depuis des siècles pour faire paître ses animaux, ne partage pourtant pas cet avis.

Hassan El-Ghazi, [un jeune berger, déclarait en 2019](#) à un militant d'Attac Maroc :

« Nous pratiquons le pastoralisme, et maintenant ce projet occupe nos terres, les terres où nous faisons paître nos moutons. Ils ne nous emploient pas dans le projet, ils embauchent des étrangers. Les terres sur lesquelles nous vivons ont été occupées. Ils détruisent les maisons que nous avons construites. Nous sommes opprimés et la région de Sidi Ayad est dominée. Ses enfants sont persécutés et leurs droits et ceux de nos ancêtres ont été perdus. Nous sommes des "analphabètes", nous ne savons ni lire ni écrire... Les enfants que vous voyez ne sont pas allés à l'école... Les routes et les chemins sont coupés... Au bout du compte, pour eux nous sommes invisibles, nous n'existons pas. Nous demandons aux responsables de s'intéresser à notre situation et à notre région. Avec des mesures de ce type, nous n'existons pas, et il serait préférable pour nous de mourir, oui, de mourir ! »

> Mobilisation et résistance

Dans ce contexte de dépossession, de détresse, de sous-développement et d'injustice sociale, les habitants de Sidi Ayad ont depuis 2017 plusieurs fois manifesté pour exprimer leur mécontentement. En février 2019, ils ont mené un *sit-in* qui a conduit à l'arrestation de Saïd Ouba Mimoun, membre du Syndicat des petits agriculteurs et des ouvriers forestiers, qui a été condamné à 12 mois de prison.

Mustapha Abou Kbir, un autre syndicaliste qui soutient la lutte de la tribu de Sidi Ayad, a décrit la façon dont ces terres ont été clôturées sans l'accord des communautés locales, déjà victimes d'exclusion socio-économique depuis des décennies. Personne n'est autorisé à s'en approcher. Le syndicaliste fait ressortir le contraste entre les mégaprojets de développement de l'État marocain et l'inexistence d'infrastructures de base à Sidi Ayad. De plus, il souligne une autre dimension de la clôture et de l'accapement des ressources : la destruction des ressources en eau dans la région du Drâa-Tafilalet pour les besoins de ces énormes projets (la centrale solaire de Midelt sera alimentée par le barrage Hassan II situé à proximité) dont les communautés locales se plaignent de ne pas bénéficier. Dans ce contexte difficile où les petits propriétaires de troupeaux sont chassés de leurs terres tandis que la richesse est concentrée dans les mains de quelques-uns, en même temps que se produisent une commoditisation du marché du bétail et une sécheresse chronique, le projet solaire de Midelt risque d'exacerber la menace qui pèse sur les moyens de subsistance de ces communautés pastorales et d'aggraver leur marginalisation.

Les communautés de Sidi Ayad ne sont pas les seules à exprimer leurs inquiétudes à propos de ce projet. Certaines femmes du mouvement des soulaliyates ont égale-



ment revendiqué leur droit d'accès à la terre dans la région du Drâa-Tafilalet et exigé une juste indemnisation pour les terres de leurs ancêtres sur lesquelles la centrale solaire a été construite. Les [femmes soulaliyates](#) sont les femmes des tribus du Maroc qui vivent sur des terres collectives. Le mouvement des femmes soulaliyates est né au début des années 2000 en réaction à l'intense marchandisation et privatisation de ces terres collectives. Ces femmes ont exigé l'égalité des droits lorsque leurs terres ont été privatisées ou divisées. Malgré les intimidations, les arrestations et même les attaques menées par les pouvoirs publics, le mouvement s'est étendu à tout le pays, rassemblant des femmes de différentes régions au nom de l'égalité et de la justice.

Malgré tous ces problèmes et ces injustices, le projet se poursuit, protégé par la monarchie, son régime répressif et ses outils de propagande. La logique qui consiste à externaliser les coûts socio-écologiques et à les déplacer dans l'espace et le temps, caractéristique de la dynamique extractiviste du capitalisme, n'a pas de fin.

> Le colonialisme vert et l'occupation au Sahara occidental

Alors que certains projets au Maroc, comme la centrale solaire de Ouarzazate et celle de Noor Midelt, peuvent être qualifiés d'« accaparement vert », c'est-à-dire d'appropriation de terres et de ressources à des fins prétendument environnementales, des projets similaires d'énergie renouvelable (solaire et éolienne) engagés dans les territoires occupés du Sahara occidental peuvent être qualifiés de « colonialisme vert » car ils sont mis en œuvre sur les terres occupées des Sahraouis et contre leur gré.

Le colonialisme vert peut être défini comme une extension des relations coloniales de pillage et de dépossession (ainsi que de la déshumanisation de l'autre) à l'ère verte des énergies renouvelables, avec le déplacement concomitant des coûts socio-environnementaux vers les pays et communautés périphériques. Le système est le même : seule la source d'énergie a changé, passant des combustibles fossiles à l'énergie verte. Les mêmes modèles mondiaux de production et de consommation à forte intensité énergétique sont maintenus, et les mêmes structures politiques, économiques et sociales à l'origine des inégalités, de la paupérisation et de la dépossession restent inchangées.

Il existe actuellement trois parcs éoliens opérationnels dans le Sahara occidental occupé. Un quatrième est en cours de construction à Boujdour, tandis que plusieurs autres sont encore au stade de la planification. Ensemble, ces parcs éoliens auront une capacité de plus de 1000 MW. Ces parcs éoliens font partie du portefeuille de Nareva, l'entreprise d'énergie éolienne qui appartient à la société holding de la famille royale marocaine. Environ 95% de l'énergie dont l'entreprise d'État marocaine OCP a besoin pour exploiter les réserves de phosphate non renouvelables du [Sahara occidental](#) à Boukraa est produite par des éoliennes. Au total, 22 éoliennes Siemens produisent de l'énergie renouvelable dans le parc éolien de 50 MW de Fom el Oued, qui est opérationnel depuis 2013.

En novembre 2016, à l'occasion de la COP22 des Nations unies sur le climat, la société saoudienne ACWA Power a signé un accord avec Masen pour développer et exploiter un complexe de trois centrales solaires photovoltaïques, d'une puissance totale de 170 MW. Or deux de ces centrales (opérationnelles aujourd'hui), totalisant 100 MW, ne sont pas situées au Maroc mais à l'intérieur du territoire occupé (El-Ayoun et Boujdour). Une troisième centrale solaire est également prévue à El Argoub, près de Dakhla. Ces projets d'énergie renouvelable servent à pérenniser l'occupation en renforçant les liens entre le Maroc et les territoires occupés du Sahara occidental, avec la complicité d'entreprises et capitaux étrangers.

Dès lors, il est fondamental de s'arrêter sur ce qui se cache sous l'éclat du discours sur les énergies « propres » et la « réduction des émissions de carbone », afin de mieux examiner la matérialité de la transition vers les énergies renouvelables. Ce qui semble unir tous ces projets et l'engouement médiatique qui les entoure, c'est le postulat profondément erroné qui voudrait que toute évolution vers les énergies renouvelables serait nécessairement bienvenue et que tout abandon des combustibles fossiles, quelle que soit la manière dont il est mené, serait une bonne chose. Soyons clairs : la crise climatique à laquelle nous sommes actuellement confrontés n'est pas imputable aux combustibles fossiles en tant que tels, mais plutôt à leur utilisation non durable et destructrice pour alimenter la machine capitaliste. Une transition verte et juste doit donc fondamentalement transformer et décoloniser notre système économique mondial, qui n'est pas adapté au niveau social, écologique ou même biologique. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Hamza Hamouchène <hamza.hamouchene@gmail.com>
Twitter: [@BenToumert](#)

> Colonialisme vert et colonialisme interne en Afrique

Nnimmo Bassey, Health of Mother Earth Foundation (Nigéria)



Exploitation minière en Afrique. Crédit : iStock, Africanway, 2012.

Le colonialisme vert est une extension et une fusion du colonialisme politique, économique et socioculturel. Il s'est construit et consolidé sur une [colonialité profondément enracinée](#) qui a programmé les dirigeants africains pour croire, par exemple, au système international de conservation du patrimoine. Ces dirigeants ont utilisé des normes dites « internationales », ou étrangères, pour défendre leurs intérêts. Outre la conservation des forteresses, le colonialisme a vendu aux élites locales l'idée de se tourner vers des économies extérieures pour obtenir des liquidités en échange de matières premières et de main-d'œuvre. Les États néocoloniaux poursuivent ce modèle qui consiste à rechercher des investissements directs étrangers (IDE) qui extraient principalement de la main-d'œuvre et des matières premières et leur fournissent des devises dont la valeur est fixée à distance.

L'agriculture de plantation, qui est passée des cultures vivrières aux cultures commerciales, est un exemple de la manière dont les colonies se sont retrouvées piégées dans ces impasses du marché des devises étrangères. L'agriculture commerciale de l'ère coloniale a perpétué les systèmes agricoles d'exploitation mis en place à l'époque de l'esclavage. Aujourd'hui, l'agriculture de plantation continue de produire des cultures d'exportation, ce qui entraîne l'accaparement des terres et empêche les agriculteurs de produire des denrées alimentaires pour leurs communautés. Pour compliquer encore les choses, en plus d'alimenter les marchés extérieurs, désormais les plantations et les monocultures fournissent également des biocarburants pour les machines ou les bioénergies. Que ce soit dans les secteurs de l'agriculture, de l'exploitation minière ou des combustibles fossiles, les dirigeants africains recherchent principalement des devises étrangères, à des prix sur lesquels ils n'ont aucune influence.

Les structures érigées par le colonialisme et l'ère postcoloniale ont radicalement modifié la dynamique socio-économique et politique du continent africain. Les graines de la recherche de rente ont été semées par le colonialisme et arrosées par les manipulations des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). La dette a également été un outil utilisé pour modifier l'imaginaire du développement et faire pression sur les pays pour qu'ils s'ouvrent davantage au pillage. Les gouvernements sont contraints d'assurer le service de la dette extérieure, de satisfaire aux exigences en matière d'importation et d'accorder aux entreprises transnationales des conditions économiques libérales, notamment des exonérations fiscales, des quotas de main-d'œuvre et la liberté de rapatrier tous les bénéfices réalisés dans le cadre de leurs transactions. Ils s'engagent également dans des partenariats incestueux avec ces entreprises, ce qui rend impossible l'instauration d'un contrôle réglementaire rigoureux. La mauvaise volonté des gouvernements et leur incapacité à contrôler les actions des entreprises ont conduit à une exploitation écocidaire, qui a déjà créé des « zones mortes » dans certaines régions du monde.

La liberté d'exploiter s'est également consolidée à la faveur de la création de zones franches ou de zones économiques spéciales, caractérisées comme des enclaves d'exception. Une catégorie de zone de libre-échange (ZLE) est la zone franche d'exportation (ZFE), généralement mise en place par les gouvernements des pays en développement pour faciliter les exportations industrielles et commerciales. De nombreux pays considèrent ces zones comme le principal moyen d'attirer les investissements directs étrangers. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) indique qu'il existe plus de 200 zones économiques spéciales (ZES) réparties dans 38 pays africains. Elle relève également qu'au moins 56 autres zones sont en cours de construction et que d'autres sont encore à un stade précoce de développement. Environ 150.000 hectares de [terres en Afrique](#) sont dédiés aux ZES, et plus de 2,6 milliards de dollars ont été mobilisés pour des investissements dans l'agro-industrie, l'industrie manufacturière et les services.

Le régime d'extraction a été, pour l'obtention de devises étrangères, une histoire sans fin de soustraction, n'apportant qu'une maigre valeur ajoutée à la population ou à la planète. Des principes volontaires superficiels en matière de droits de l'homme et des initiatives en matière de transparence aident les entreprises à « verdir » leurs activités et à exporter ce qui est sale par l'intermédiaire de politiciens corrompus. Frantz Fanon avait déjà présagé cette situation regrettable lorsqu'il notait dans son livre classique *Les damnés de la terre* que le colonialisme se contente de détecter les ressources naturelles qu'il extrait et exporte pour répondre aux besoins des industries de la « mère patrie », permettant ainsi à certains secteurs de la

colonie de devenir relativement prospères « [...] tandis que le reste de la colonie poursuit, ou du moins approfondit, son sous-développement et sa misère ».

Fanon a vu comment les structures coloniales fragmentent les nations et accroissent les subjectivités, ce qui freine les efforts de construction d'une unité africaine. Il a montré comment les membres de l'élite politique en viennent à se considérer comme des producteurs de niches d'opportunités pour leurs nations et à considérer la recherche de profits comme un moteur de progrès. Cela explique pourquoi les dirigeants actuels s'obstinent à défendre la position selon laquelle l'exploitation des combustibles fossiles et d'autres minerais pour l'exportation/contre des liquidités est un droit qui ne peut être négocié. Suivant cette logique, l'écocide doit également être accepté car on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs.

L'exploitation effrénée exige de repenser en profondeur le développement. Le rôle de la Banque mondiale et du FMI pour mettre à exécution le définancement des services sociaux, y compris la santé, l'éducation et les aides économiques, par le biais de leurs tristement célèbres programmes d'« ajustement structurel », apparaît comme une manipulation coloniale qui est allée à l'encontre du sens commun, a réduit à néant le progrès, et a institué la pauvreté et construit le sous-développement. L'influence perverse de ces institutions fait ressortir la nécessité d'accorder une attention particulière aux inégalités de pouvoir, dans une optique écosocialiste et anticoloniale.

> La ruée vers les ressources fossiles

Dans le cas de la ruée vers le pétrole et le gaz africains, les dirigeants n'y voient qu'une opportunité pour leurs pays de bénéficier de projets à exécution rapide. L'argument avancé est que l'augmentation de la production permettra un meilleur accès à l'énergie pour leurs populations, même s'il s'agit d'une affirmation fallacieuse étant donné que des [décennies d'extraction](#) n'ont apporté que dévastation écologique et pauvreté.

La fixation sur le commerce colonial avait donné naissance à ce que l'on peut également appeler « l'économie vaudou ». Dans ce système, l'argent coule à flots avec peu de production ou de transformation de matières premières. Cette dynamique a ancré une culture du « rentisme » ou de la dépendance qui fait que les pays africains dépendent des multinationales extractives pour leur revenu national. Sans surprise, [les revenus pétroliers représentent](#) au moins 20% du PIB en Libye, en Algérie, au Gabon, au Tchad, en Angola et en République du Congo. En outre, bien que le pétrole et le gaz ne représentent que 6% du PIB réel du Nigeria, ils représentent 95% des recettes en devises et 80% des recettes publiques. Le groupe de nations de l'Union africaine a profité des négociations sur le climat de la COP27 à Sharm El-Sheikh en 2022 pour [faire pression en faveur du développement de la production de combustibles fossiles](#)



afin de bénéficier de leurs vastes ressources naturelles, comme l'ont prétendument fait les nations plus riches. Leur argumentation est dénuée de tout examen critique des mécanismes d'appropriation et d'externalisation qui ont permis aux pays les plus riches de bénéficier de ces ressources.

L'origine de l'accaparement des ressources en Afrique ne saurait être dissociée du colonialisme, dans la mesure où c'est celui-ci qui a servi de base à l'impunité sans crainte de devoir rendre des comptes. Le pillage et l'impunité se sont accrus, moyennant l'usage de la force brutale si nécessaire. Cela signifie que la carte des ressources naturelles et celle des conflits sur le continent se recoupent presque parfaitement. L'exploitation a été soutenue par des armées nationales, des forces spéciales de sécurité et des mercenaires. L'extraction s'opère littéralement à l'abri de boucliers militaires, au mépris des droits de l'homme et des droits collectifs.

En invoquant le rôle de la France, de l'Afrique du Sud et du Rwanda, l'écologiste politique [Patrick Bond](#) décrit parfaitement la situation troublante de la pression sans fin en faveur des combustibles fossiles qui s'exerce au mépris du réchauffement climatique. « Les opérations actuelles que mène Total en Afrique suivent un schéma ancien : l'exploitation, tournée vers les combustibles fossiles, et la corruption des économies, des gouvernements, des sociétés et des environnements des pays en développement, le tout soutenu par la puissance étatique française ». Pour étayer son affirmation, il déclare que « Emmanuel Macron rendit la chose tout à fait manifeste en 2021 lorsqu'il insista pour défendre les actifs gaziers de Total au Mozambique, d'une valeur de 20 milliards de dollars, par une intervention militaire, menée par des soldats rwandais et sud-africains. Le rôle sous-impérialiste de Pretoria explique son soutien désespéré aux nouveaux magnats du pétrole avec lesquels Total a fait alliance depuis le milieu des années 2010 pour exploiter d'importantes réserves de gaz et chercher de nouveaux gisements par dynamitage sismique ».

Bond note que depuis 2021 deux formes de résistance ont émergé contre la résurgence de l'impérialisme et du sous-impérialisme fossile dans cette région : un conflit violent qui a ébranlé Total, le géant français du pétrole et du gaz, et des mobilisations écologistes et sociales le long des côtes sud-africaines, qui ont ébranlé le gouvernement de ce pays.

Le rôle de la France, un pays qui maintient une emprise coloniale stricte sur les nations francophones d'Afrique, est particulièrement intéressant. Bien qu'elle ait interdit la fracturation hydraulique et l'extraction de pétrole brut sur son territoire, ainsi que la publicité pour les combustibles fossiles, son géant du pétrole et du gaz, TotalEnergies, continue d'extraire ailleurs, notamment à Cabo Delgado,

au Mozambique, d'où la [première cargaison](#) de gaz fossile a été expédiée au moment où se déroulait la COP27 à Charm El-Cheikh. Le moment choisi pour cette première livraison illustre bien le fait que la violence n'a pas empêché l'extraction des ressources en Afrique, car ces deux activités vont souvent de pair. Les « diamants de sang » au Libéria et l'instabilité actuelle en République démocratique du Congo sont représentatifs à cet égard.

Total est l'un des principaux acteurs de Cabo Delgado dans le domaine de l'extraction de gaz. Le site terrestre d'Afungi, développé pour l'industrie des énergies fossiles, a déplacé plus de 550 familles dans le but de construire une route de 70 kilomètres jusqu'au site, qui comprend un aéroport ainsi que des usines de traitement et des installations portuaires. Les communautés qui vivent de la pêche côtière ont été déplacées vers un « village de relocalisation » situé à plus de 10 kilomètres à l'intérieur des terres, les privant *de facto* de leur accès à la mer et de leurs terres agricoles, de leurs zones de pêche, de leurs moyens de subsistance, de leur culture et de tout ce qui compte pour ces populations côtières. Cabo Delgado accueille les [trois plus grands projets de gaz naturel liquéfié](#) (GNL) d'Afrique : le projet Mozambique LNG (opéré par Total, anciennement Anadarko), d'une valeur de 20 milliards de dollars, le projet Coral FLNG (ENI et ExxonMobil), d'une valeur de 4,7 milliards de dollars, et le projet Rovuma LNG (ExxonMobil, ENI et CNPC), d'une valeur de 30 milliards de dollars. Cabo Delgado risque ainsi d'être le théâtre de l'une des plus grandes catastrophes provoquées par des entreprises sur le continent africain.

En novembre 2022, Justiça Ambiental a organisé une réunion sur l'impunité des entreprises à Maputo, à laquelle ont participé plus de 100 représentants de communautés de tout le Mozambique. Au cours de la réunion, un membre d'une communauté s'est exprimé de manière poignante : « Pour nous, les multinationales n'ont pas apporté le développement, elles ont apporté la honte ». Remplacez « multinationales » par « colonialisme », et vous obtiendrez un tableau plus complet. Un autre délégué présent à la réunion s'est demandé si la destruction de leurs terres pouvait être qualifiée de développement, avant de poser une question rhétorique : « Est-ce là le développement que nous voulons ? ».

Le colonialisme, qu'il soit noir, bleu ou vert, ne consulte jamais les populations. Cette absence de consultation se nourrit d'un manque de respect profondément enraciné pour les populations et la planète. Jouant le jeu du colonialisme, les zones où opère la compagnie pétrolière et gazière Total souffrent de l'augmentation des inégalités sociales et des divisions qui en découlent, leur seul point commun étant d'être généralement désignées comme « zones Total ». ■

Toute correspondance est à adresser à :
Nnimmo Bassey <home@homef.org>
Twitter: [@NnimmoB](#)

> Manifeste des peuples du Sud pour une transition énergétique écosociale*

Crédit : Pacte écosocial et interculturel du Sud.



Plus de deux ans après le déclenchement de la pandémie de Covid-19 – et maintenant parallèlement aux conséquences catastrophiques de l’invasion de l’Ukraine par la Russie — une « nouvelle normalité » est apparue. Ce nouveau statu quo mondial est révélateur d’une aggravation de diverses crises : sociale, économique, politique, écologique, biomédicale et géopolitique.

L’effondrement environnemental est proche. La vie quotidienne est devenue de plus en plus militarisée. L’accès à une bonne alimentation, à l’eau potable et à des soins de santé abordables est de plus en plus restreint. De plus en plus de gouvernements sont devenus autocratiques. Les riches sont devenus plus riches, les puissants plus puissants, et la technologie non réglementée n’a fait qu’accélérer ces tendances.

Les moteurs de ce statu quo injuste – capitalisme, patriarcat, colonialisme et divers fondamentalismes – aggravent la situation. Il est donc urgent de débattre et de mettre en œuvre de nouvelles visions de la transition et de la transformation écosociales qui soient justes du point de vue du genre, régénératrices et populaires.

> Notre diagnostic

Dans ce *Manifeste des peuples du Sud : Pour une transition énergétique écosociale*, nous soutenons que les problèmes du Sud global sont différents de ceux du Nord global et des

puissances émergentes telles que la Chine. Non seulement le déséquilibre des pouvoirs entre ces deux mondes persiste en raison de l’héritage colonial, mais il s’aggrave en raison d’un modèle énergétique néocolonial. Dans le contexte du changement climatique, de l’augmentation constante des besoins énergétiques et de la perte de biodiversité, les pôles capitalistes ont intensifié la pression pour extraire les richesses naturelles et s’appuyer sur la main-d’œuvre bon marché des pays de la périphérie. Non seulement le paradigme extractif bien connu est toujours en place, mais la dette écologique du Nord envers le Sud augmente.

Ce qui est nouveau, c’est que les « transitions vers les énergies propres » du Nord ont accentué la pression sur le Sud pour qu’il cède du cobalt et du lithium pour la production de batteries de haute technologie, du bois de balsa pour les éoliennes, des terres pour les panneaux solaires et de nouvelles infrastructures pour les mégaprojets d’hydrogène. Cette décarbonation des riches, fondée sur le marché et orientée vers l’exportation, repose sur une nouvelle phase de spoliation environnementale du Sud, qui affecte la vie de millions de femmes, d’hommes et d’enfants, sans parler de la vie non humaine. Le Sud est ainsi redevenu une zone de sacrifice, un panier de ressources prétendument inépuisables pour les pays du Nord.

L’une des priorités du Nord global a été de sécuriser les chaînes d’approvisionnement mondiales, en particulier pour les matières premières essentielles, et d’empêcher certains pays, comme la Chine, d’en monopoliser



l'accès. Les ministres du commerce du G7, par exemple, ont récemment plaidé en faveur d'une chaîne d'approvisionnement responsable, durable et transparente pour les minéraux essentiels via la coopération internationale, les politiques et les financements, y compris en facilitant le commerce des biens et services environnementaux par le biais de l'Organisation mondiale du commerce. Le Nord global a fait pression pour conclure davantage d'accords commerciaux et d'investissement avec le Sud global afin de satisfaire ses besoins en ressources, en particulier celles qui font partie intégrante des « transitions vers les énergies propres ». Ces accords, conçus pour réduire les obstacles au commerce et aux investissements, protègent et renforcent le pouvoir et les droits des entreprises en soumettant les États à des poursuites judiciaires potentielles selon les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États. Le Nord global utilise ces accords pour contrôler la « transition vers les énergies propres » et créer un nouveau colonialisme.

Les gouvernements du Sud, quant à eux, sont tombés dans le piège de la dette, empruntant de l'argent afin de développer des industries et une agriculture à grande échelle pour approvisionner le Nord. Pour rembourser ces dettes, les gouvernements se sont vus contraints d'extraire davantage de ressources, créant ainsi un cercle vicieux d'inégalité. Aujourd'hui, l'impératif de se passer des combustibles fossiles sans réduction significative de la consommation dans le Nord n'a fait qu'accroître la pression pour une exploitation de ces ressources naturelles. En outre, alors qu'il poursuit ses propres transitions énergétiques, le Nord n'a accordé qu'un intérêt superficiel à sa responsabilité de s'acquitter de sa dette écologique historique croissante envers le Sud.

Des changements mineurs dans la matrice énergétique ne suffisent pas. L'ensemble du système énergétique doit être transformé, de la production et de la distribution à la consommation et aux déchets. Il ne suffit pas de remplacer les voitures à combustion interne par des véhicules électriques, car c'est l'ensemble du modèle de transport qui doit changer, avec une réduction de la consommation d'énergie et la promotion d'options durables. Ainsi, les relations doivent devenir plus équitables non seulement entre les pays du centre et de la périphérie, mais aussi à l'intérieur des pays entre les élites et le reste de la population. Les élites corrompues du Sud ont également contribué à ce système injuste en profitant de l'extraction, en réprimant les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement et en perpétuant les inégalités économiques. Plutôt que d'être uniquement technologiques, les solutions à ces crises imbriquées sont avant tout politiques.

> Une transition juste pour le Sud global

En tant qu'activistes, intellectuels et organisations de différents pays du Sud, nous appelons les agents de chan-

gement de différentes parties du monde à s'engager dans une transition écosociale radicale, démocratique, juste du point de vue du genre, régénératrice et populaire qui transforme à la fois le secteur de l'énergie et les sphères industrielles et agricoles qui dépendent des intrants énergétiques à grande échelle. Selon les différents mouvements en faveur de la justice climatique, « la transition est inévitable, mais la justice ne l'est pas ».

Nous avons encore le temps d'entamer une transition juste et démocratique. Nous pouvons nous affranchir du système économique néolibéral dans une démarche qui préserve la vie, concilie justice sociale et justice environnementale, associe les valeurs égalitaires et démocratiques à une politique sociale holistique et résiliente, et rétablit l'équilibre écologique nécessaire à une planète saine. Mais pour cela, nous avons besoin de davantage d'imagination politique et de visions utopiques d'une autre société qui soit socialement juste et qui respecte notre maison commune, la planète Terre.

La transition énergétique doit s'inscrire dans une vision globale qui s'attaque aux inégalités radicales dans la distribution des ressources énergétiques et fait évoluer la démocratie énergétique. Elle doit cesser de privilégier les institutions à grande échelle – l'agriculture industrielle, les grandes entreprises du secteur de l'énergie – et les solutions fondées sur le marché. Elle doit renforcer la résilience de la société civile et des organisations sociales.

> Nos prises de position

C'est pourquoi nous attirons l'attention sur les huit points suivants :

1. Nous alertons sur le fait qu'une transition énergétique menée à travers des mégaprojets d'entreprise provenant du Nord et acceptée par de nombreux gouvernements du Sud, entraîne l'élargissement des zones de sacrifice dans tout le Sud et la persistance de l'héritage colonial, du patriarcat et du piège de la dette. L'énergie est un droit humain élémentaire et inaliénable, et la démocratie énergétique doit être notre objectif.
2. Nous appelons les peuples du Sud à rejeter les fausses solutions qui s'accompagnent de nouvelles formes de colonialisme énergétique, désormais au nom d'une transition verte. Nous lançons un appel explicite à poursuivre la coordination politique entre les peuples du Sud en même temps que des alliances stratégiques avec des secteurs essentiels du Nord.
3. Pour atténuer les ravages de la crise climatique et faire émerger une transition écosociale juste et populaire, nous exigeons le paiement de la dette écologique. Cela signifie, face à la responsabilité démesurée du Nord global dans la crise climatique et l'effondrement écologique, la mise



en œuvre effective d'un système de compensation pour le Sud global. Ce système devrait inclure un transfert conséquent de fonds et de technologies appropriées, et devrait envisager l'annulation de la dette souveraine des pays du Sud. Nous soutenons les réparations pour les pertes et dommages subis par les peuples autochtones, les groupes vulnérables et les communautés locales à cause des mines, des grands barrages et des projets d'énergie sale.

4. Nous récusons l'expansion de la frontière des hydrocarbures dans nos pays – moyennant la fracturation et les projets offshore – et répudions le discours hypocrite de l'Union européenne, qui a récemment déclaré que le gaz naturel et l'énergie nucléaire étaient des « énergies propres ». Comme l'a déjà proposé l'Initiative Yasuni en Équateur en 2007 et comme le soutiennent aujourd'hui de nombreux secteurs sociaux et organisations, nous préconisons de laisser les combustibles fossiles sous terre et de créer les conditions sociales et de travail requises pour renoncer à l'extractivisme et envisager un avenir sans combustibles fossiles.

5. De même, nous rejetons le « colonialisme vert » qui se manifeste par l'accaparement de terres pour y installer des parcs solaires et éoliens, l'extraction inconsidérée de minéraux essentiels et la promotion de « solutions » technologiques telles que l'hydrogène bleu, vert ou gris. L'enfermement, l'exclusion, la violence, l'empiètement et le retranchement qui ont caractérisé et continuent de caractériser les relations énergétiques Nord-Sud ne sont pas acceptables à l'ère des transitions écosociales.

6. Nous exigeons une véritable protection des défenseurs de l'environnement et des droits de l'homme, en particulier des peuples autochtones et des femmes qui sont en première ligne pour résister à l'extractivisme.

7. L'élimination de la pauvreté énergétique dans les pays du Sud – de même que dans certaines parties du Nord – devrait figurer parmi nos objectifs fondamentaux grâce à des projets d'énergie renouvelable alternatifs, décentralisés et équitablement distribués, détenus et exploités par les communautés elles-mêmes.

8. Nous dénonçons les accords commerciaux internationaux qui pénalisent les pays qui veulent freiner l'extraction des combustibles fossiles. Nous devons mettre fin à l'utilisation d'accords commerciaux et d'investissement contrôlés par des multinationales qui, en fin de compte, favorisent encore davantage l'extraction et renforcent le néocolonialisme.

Notre alternative écosociale est fondée sur d'innombrables luttes, stratégies, propositions et initiatives locales. Notre Manifeste s'inspire de l'expérience vécue et des perspectives critiques des peuples indigènes et autres communautés locales, des femmes et des jeunes du Sud. Il s'inspire des travaux réalisés sur les droits de la nature, *buen vivir*, *vivir sabroso*, *sumac kawsay*, *ubuntu*, *swaraj*, les biens communs, l'économie solidaire, l'agroécologie, la souveraineté alimentaire, le post-extractivisme, le plurivers, l'autonomie et la souveraineté énergétique. Nous appelons par-dessus tout à une transition écosociale radicale, démocratique, populaire, juste du point de vue du genre, régénératrice et globale.

Dans la continuité du [Pacte écosocial et interculturel du Sud](#), ce Manifeste propose une plateforme dynamique pour vous inviter à rejoindre notre lutte commune pour la transformation en contribuant à la création de visions et de solutions collectives. ■

* Ce Manifeste des peuples du Sud est une œuvre collective rédigée par des activistes, des intellectuels et des organisations de différents pays du Sud. Il est le résultat d'une année de dialogue entre différentes voix d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

> La nécessité d'une théorie renouvelée de l'autorité (et de l'autoritarisme)

Kathya Araujo, Universidad de Santiago de Chile (Chili) et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Théorie sociologique (RC16)



Crédit : [Freepik](#).

L'autorité – et ses modalités d'exercice – est un problème aussi actuel qu'urgent. Les préoccupations autour de cette question englobent des phénomènes qui vont du soutien de la société aux régimes autoritaires, à l'autoritarisme lui-même, en passant par les difficultés des enseignants à exercer leur autorité dans les écoles ou la gestion des espaces urbains, et les tensions au sein des familles. L'urgence et les risques contenus dans les phénomènes sociaux et politiques auxquels nous assistons aujourd'hui nous incitent à aborder plus précisément cette question dans une perspective sociologique, et à le faire avec des outils appropriés. Or on trouve jusqu'à présent peu d'études sociologiques sur l'exercice de l'autorité ; il apparaît surtout nécessaire de renouveler la notion d'autorité sur le plan théorique.

La question de l'autorité a constitué un des premiers centres d'intérêt de la théorie sociale, et l'auteur le plus influent dans l'étude de ce phénomène a été Max Weber. La conception proposée par Weber – suivant laquelle l'autorité repose sur la croyance en la légitimité – est restée la plus influente dans la théorie sociale et les études empiriques. Toutefois, comme je l'explique ici, il n'est pas souhaitable de maintenir l'hégémonie de cette conception, et ce, pour deux raisons. Premièrement, la thèse de l'autorité fondée sur la légitimité ne permet de saisir que partiellement ce phénomène dans les sociétés actuelles. Deuxièmement, elle ne peut rendre compte que d'un exercice particulier de l'autorité propre à certaines réalités sociales.

Commençons par la première de ces deux raisons : la portée de la thèse de l'autorité fondée sur la légitimité pour l'étude des sociétés actuelles. Comme on le sait, Weber considérait qu'au cœur de la dynamique de l'autorité se trouve la croyance en la légitimité, c'est-à-dire la croyance dans le bien-fondé du commandement ou de l'exercice du pouvoir. La croyance en la légitimité permet un exercice consensuel, ce qui est fondamental pour comprendre sa stabilité et sa permanence. Weber a développé une notion de l'autorité fondée sur une compréhension des hiérarchies comme stables et relativement durables dans le temps. Ainsi, sa théorie rend compte d'un type d'exercice de l'autorité qui repose encore sur certains fondements et soutiens basés sur des institutions, des traditions ou des valeurs généralement partagées. Un tel exercice de l'autorité présente les caractéristiques suivantes : a) il est lié à des hiérarchies conçues comme stables et durables ; b) l'obéissance est fondée sur une relation syntonique de l'ego avec le commandement ; c) il repose sur une vision relativement stable de la répartition du pouvoir entre les groupes (des hommes sur les femmes, des adultes sur les enfants, etc.) ; d) la relation s'exerce principalement d'une manière intersubjective ; et e) il est soutenu par des rôles de médiation entre les membres de la communauté, et entre ceux-ci et les choses du monde.

> Remettre en cause le modèle classique de l'autorité

Plusieurs courants de transformation sociale ont remis en cause ce modèle d'exercice de l'autorité. J'en men-

>>

tionnerai brièvement cinq qui ont eu un impact sur de nombreuses sociétés et sur la manière dont les individus conçoivent les hiérarchies et l'autorité.

Le premier courant, lié à la pluralisation des ordres moraux, des croyances et des valeurs, a contribué à affaiblir les soutiens habituels de l'autorité. Mais il fait aussi éclater l'exigence théorique de l'existence de croyances communes et partagées comme support de la légitimité.

Le deuxième courant est l'expansion et l'approfondissement constants des principes normatifs d'égalité et d'autonomie. Une conséquence importante de ces processus a été la remise en question des hiérarchies et de leur condition de stabilité et de durabilité, qui servaient d'hypothèse explicative à la thèse wébérienne.

Le troisième courant consiste en d'intenses processus d'individualisation liés à une résistance accrue à la subordination à la volonté d'autrui. Il existe à l'évidence une tension entre l'exigence d'accorder une place importante à l'individualité et à sa singularité, et le besoin d'obéissance intersubjective ou de conformité. Dès lors, la dimension ego-syntonique, considérée comme centrale dans la thèse de la légitimité, entre en tension.

Quatrièmement, les changements dans la répartition du pouvoir entre les groupes ont remis en question les méthodes traditionnelles de structuration des hiérarchies et leur gestion, par exemple le modèle patriarcal de l'autorité. Ils ont également engendré un scénario plus conflictuel et contesté, en ébranlant le soutien à la stabilité des hiérarchies.

Le cinquième courant est lié aux développements technologiques. Ceux-ci ont remis en cause le poids de l'autorité relationnelle en introduisant de nouveaux principes d'autorité factuelle. Ce faisant, ils mettent en tension le caractère relationnel et fortement intersubjectif soutenu par la thèse wébérienne. Mais ils remettent également en question le rôle de médiation de figures d'autorité telles que les médecins ou les enseignants.

En bref, ces nouveaux courants remettent en question l'autorité telle que nous la connaissons et la concevons, mais, ce faisant, ils remettent également en question des dimensions constitutives de la notion d'autorité telle qu'elle est représentée par la thèse de l'autorité fondée sur la légitimité.

> **Repenser l'autorité fondée sur la légitimité**

La thèse de l'autorité fondée sur la légitimité peut également être remise en question d'un second point de vue, parallèlement aux enjeux socio-historiques des courants que nous venons d'évoquer. [Mes recherches](#) sur le cas du Chili révèlent qu'il n'y a pas eu une unique modalité d'exercice de l'autorité et que d'autres modalités ne correspondent pas à l'explication proposée par la thèse de la légitimité.

Mes résultats montrent que, au plan historique, l'exercice de l'autorité au Chili trouve moins son fondement dans les conditions d'une obéissance consensuelle (comme dans le modèle wébérien). Dans le cas chilien, l'exercice de l'autorité n'implique pas de légitimation, c'est-à-dire d'efforts pour renforcer la croyance en la légitimité. On trouve plutôt un souci stratégique de faire obéir l'autre. Dans ce cas, ce qui soutient l'autorité, c'est que celui ou celle qui l'exerce démontre sa capacité à se faire obéir. Le test de l'autorité est l'effet comportemental qu'elle produit.

Dans la mesure où l'on ne se préoccupe guère d'obtenir un consentement résultat d'une conciliation, l'obéissance n'est la plupart du temps pas ego-syntonique. Elle est plutôt le résultat d'évaluations stratégiques qui sont pragmatiques et fondées sur la capacité interactive des acteurs. Ceci est contraire à la théorie de Weber, pour qui l'intérêt ne pouvait en aucun cas être la base de la croyance en la légitimité et donc le fondement de l'autorité.

Ce type historique d'exercice de l'autorité au Chili donne généralement lieu à des relations d'autorité instables et fragiles, qui exigent à leur tour un usage plus sévère de ce que l'on pourrait appeler « l'autorité forte ». Lorsque l'autorité doit être exercée, il existe la conviction que seul un exercice discrétionnaire et « fort » garantira son efficacité. Ainsi, contrairement à la thèse wébérienne de la légitimité, qui vise précisément à occulter la force ou le pouvoir en jeu, ce type d'exercice de l'autorité consiste à afficher les signes de la force de celui ou celle qui l'exerce, par exemple par le biais d'un discours « fort » ou de gestes « frappants », etc.

Il s'agit d'une modalité historique de l'exercice de l'autorité propre à une société historiquement verticale caractérisée par des hiérarchies rigides et naturalisées, qui se heurte actuellement à un nouveau modèle normatif dialogique-démocratique de l'autorité (également éloigné du modèle de la croyance en la légitimité). Elle reste cependant un modèle d'autorité très répandu dans la société, car considéré aujourd'hui comme indispensable et comme le seul qui garantisse l'obéissance.

Ainsi, mes recherches montrent qu'il existe différentes modalités d'exercice de l'autorité en fonction des réalités sociales et qu'elles sont liées à la manière dont chaque société résout le problème de la gestion des asymétries de pouvoir entre ses membres. Ces différentes modalités d'exercice de l'autorité ne doivent pas être considérées comme des écarts par rapport à une norme, mais plutôt comme des solutions historiques particulières qui doivent être comprises dans le cadre des caractéristiques structurelles, de la dynamique et de la logique sociale de chaque société.

> **Pour une approche interactive et située de l'exercice de l'autorité**

Les deux arguments que j'ai développés concernant les limites de la théorie de l'autorité fondée sur la légitimité



convergent vers une nécessité, qui est celle de renouveler nos approches théoriques, et donc conceptuelles et méthodologiques. Une proposition en ce sens est contenue dans l'approche interactive et relationnelle, que [j'ai développée et testée](#) dans un ensemble d'études empiriques.

Premièrement, cette approche propose de considérer l'autorité comme un mécanisme social parmi d'autres (politesses, civilité, sociabilité, etc.) permettant de gérer les asymétries de pouvoir qui déterminent la vie sociale dans des sociétés constitutivement traversées par des asymétries de pouvoir. Cela nous permet de nous éloigner de la fausse dichotomie émanant de la théorie sociale, qui présente l'autorité comme simple mécanisme d'intégration ou comme pur instrument de domination.

Deuxièmement, il est proposé de défaire la relation étroite entre la notion de hiérarchie et celle d'ordre hiérarchique et, par conséquent, la conception des hiérarchies comme durables, permanentes et rigides. En effet, cette forme de compréhension empêche de bien comprendre la gestion des asymétries de pouvoir dans des sociétés plus mobiles, qui se caractérisent par des chaînes de distribution du pouvoir plus transversales et une alternance plus forte dans l'occupation des lieux d'autorité. Avec l'approche interactive et relationnelle, il s'agit au contraire de partir d'une conception des hiérarchies comme étant mobiles, avec des frontières diffuses et transitoires.

Troisièmement, suivant cette approche, les fondements de l'autorité et les raisons de l'obéissance – et donc la dimension purement représentationnelle dans l'étude de l'autorité – devraient être moins importants en tant qu'ob-

jet d'analyse. Nous sommes à une époque où les explications basées sur les composantes fondatrices (les fondements) et les performances basées sur le consensus normatif (comme la théorie de la légitimité basée sur les représentations) montrent leurs limites. Cette nouvelle approche pose donc un regard analytique sur l'exercice de l'autorité. L'analyse de cette interaction peut fournir des explications approfondies pour comprendre l'autorité dans des sociétés caractérisées par l'alternance, la contingence et la pluralité.

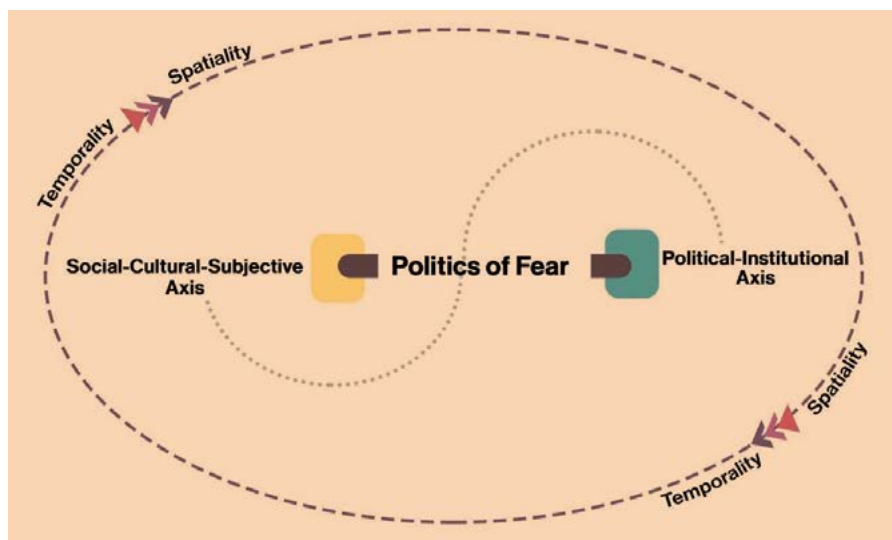
Quatrièmement, cette approche consiste à ne plus concevoir l'autorité comme présentant l'homogénéité compacte qui découle habituellement de la théorie de la légitimité, en grande partie grâce à la notion d'« idéal-type » utilisée par Weber. L'approche proposée consiste à considérer l'autorité comme une solution particulière trouvée par des sociétés aux caractéristiques structurelles et historiques spécifiques, dont l'exercice est soumis à des exigences différentes en fonction des moments historiques, de la sphère sociale concernée (famille, politique, travail ou autres) et de la position sociale occupée.

En résumé, il est urgent de renouveler nos outils d'étude de l'autorité. Et, en ce sens, comme l'indiquent les résultats de mes recherches empiriques et théoriques, nous devons passer d'une approche basée sur la « croyance en la légitimité » à une approche interactive et située de l'exercice de l'autorité susceptible de rendre compte de la manière dont les acteurs sociaux résolvent aujourd'hui le problème de la gestion des asymétries de pouvoir dans différentes sociétés. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Kathya Araujo <kathya.araujo@usach.cl> / Twitter: [@AraujoKathya](https://twitter.com/AraujoKathya)

> Politique de la peur et imaginaire politique autoritaire

Lara Sartorio Gonçalves, IESP-UERJ, Université d'État de Rio de Janeiro (Brésil)



Ce schéma créé par l'auteure illustre le fait que l'oxymore apparent de la politique de la peur est enchevêtré dans des amalgames temporels et spatiaux qui structurent deux autres couches fondamentales de sa manifestation : la couche politico-institutionnelle et la couche socio-culturelle-subjective.

L'un des mots les plus utilisés au cours de la dernière décennie est le mot « peur ». Par « peur », je fais ici référence à sa multidimensionalité : peur de la violence urbaine, peur que nos corps soient violentés, peur de la violence d'État, peur des injustices sociales, peur de l'avenir, et même peur existentielle. La réactivité, combinée à l'instinct de survie face à l'imminence d'un effondrement mondial, a fait de la peur une boussole pour le comportement politique et la constitution de liens sociaux. Ce que j'appellerai la « politique de la peur » recouvre des aspects qui vont au-delà de son émergence récente (qui se manifeste notamment à travers la montée de l'extrême droite dans le monde, et son instrumentalisation de la peur). Si l'on adopte une vision globale, on constate la capacité d'agir de groupes politiques d'extrême droite – comme c'est le cas avec le bolsonarisme au Brésil, que j'ai étudié – mais aussi des tendances sociétales qui donnent une place à l'imagination politique autoritaire et aux ancrages socio-historico-existentiels de la peur.

> Entre le visible et l'invisible

Cette approche qui ne rejette pas le mouvement, les plis et les enchevêtrements d'éléments multiformes, mais qui explore au contraire la multiplicité de ce qui est réitéré, expérimenté et accumulé non seulement au niveau mental, mais aussi dans les muscles, le sang et les impulsions, est ce que je revendique comme la *pratique des fissures*. Gra-

phiquement, la politique de la peur est malléable jusqu'à la fluidité. Les séparations ne sont que didactiques et analytiques, et il existe des porosités entre les éléments. On notera que même les institutions, les individus, les collectifs et les entreprises ne sont pas des acteurs cohésifs et unidirectionnels. La politique de la peur est constitutive de la vie politique moderne et, définie de manière plus large, désigne l'ensemble des mécanismes qui permettent de transformer la peur – qu'elle soit produite ou exploitée – en un élément moteur de cohésion sociale.

L'omniprésence de la peur est un affect politique qui constitue un vecteur dynamique dans la constitution des liens sociaux, en même temps qu'il sert à légitimer les exclusions sociales et les animosités. L'oxymore apparent d'une politique de la peur est enchevêtré dans des amalgames temporels et spatiaux. J'entends par là, entre autres aspects, la mémoire, l'esthétique, l'architecture, l'urbanisme militarisé, les infrastructures et leurs abîmes sociaux, les processus de numérisation et l'accélération du temps, l'expérience des frontières et la géolocalisation de la peur, la violence coloniale et urbaine.

L'expérience de la peur varie en fonction des géométries du pouvoir, dans lesquelles entrent en jeu principalement la race, le genre et la classe (qui forment la matrice de la peur et des ennemis sociaux). Par exemple, dans les territoires où la violence émane surtout de l'État à travers la police, comme dans les favelas brésiliennes, [la peur des](#)

>>

[agents en uniforme est nettement plus grande qu'en ville](#), où l'armée inspire souvent un sentiment de sécurité.

Les fissures de la politique de la peur s'articulent autour de deux axes : politico-institutionnel et socio-culturel-subjectif. Le premier axe concerne la relation coloniale sous-jacente entre l'État et la civilité, fondée sur le binarisme ordre/chaos. Cette dimension est au cœur de la notion de monopole de la violence et de la responsabilité de l'État en matière de protection sociale ; elle sous-tend la logique de ce qui est acceptable/légitime en tant qu'autorité ; elle constitue le miroir des notions de moralité et de laïcité, et du caractère entrepreneurial de la politique. La dimension socio-culturelle-subjective, qui est étroitement liée et se situe dans le même flux spatial et temporel que la dimension politico-institutionnelle, réside dans les fondements cognitifs et les implications politiques de l'affirmation d'une certaine rationalité : la logique d'une altérité dangereuse (qui crée le besoin d'un État qui protège), avec des effets liés à une politique de l'inimitié et à une polarisation politique forcenée ; la mise en œuvre de technologies de surveillance dans les processus de numérisation, et une certaine volonté de restreindre la liberté ; la production esthétique de la peur et d'images de violence à forte reproductibilité médiatique.

Le schéma conceptuel de la politique de la peur permet de réfléchir d'un point de vue global à la montée de l'extrême droite et à l'adhésion populaire à l'autoritarisme. Avec cette approche, on s'interroge sur l'émergence et la persistance dans le temps de l'extrême droite, sur ses oscillations en termes de radicalisme ou d'adhésion, et par là, on cherche à en comprendre les conséquences comme repères sociopolitiques, au-delà de ses surprenantes victoires électorales à travers le monde. Il faut réfléchir sur la manière dont la vie publique et l'expérience politique produisent et mobilisent des affects qui serviront de support à l'adhésion sociale. Inspirée par [Kathya Araujo](#), j'ai précédemment identifié des points d'ancrage socio-existentiels fondamentaux, qui sont essentiels pour comprendre l'attractif des idées d'extrême droite à l'époque contemporaine.

> Ancrages socio-existentiels autoritaires

La relation entre l'autorité et la perception de son efficacité qui s'est consolidée dans l'imaginaire collectif des territoires dotés de formations étatiques coloniales est fondamentale pour l'assimilation de l'autoritarisme. Il existe une dynamique historique de criminalisation de l'altérité qui se retrouve dans la structure racialisée de l'État, le recours à la force et à la violence comme moyen de domination territoriale, et les marqueurs subjectifs de distinction entre colonisateur et colonisé. Dans le cas du Brésil, il est remarquable de constater que sa formation historique indique comment s'est construite cette conception de l'efficacité de l'autorité basée sur la répression des rébellions d'esclaves. Reconnaître que cette peur généralisée constitue

un élément fondateur des relations sociales nous permet d'envisager des variations dans la manière dont l'autorité (l'autoritarisme) est exercée, même sous le couvert de la démocratie. En outre, la compatibilité de l'autoritarisme avec le néolibéralisme implique l'expansion généralisée des pratiques autoritaires, qui se manifestent dans de multiples sphères de la vie, depuis les relations les plus intimes et individuelles jusqu'aux relations sociales plus étendues.

Le rôle de la peur dans le processus de constitution d'images de soi et des autres, ainsi que dans la dynamique de la territorialité des nouveaux espaces urbains, justifie l'idée formulée par Vladimir Safatle que la peur est un affect colonisateur qui actualise les divisions dans la ville. Les territoires offrent un prisme à travers lequel on peut identifier les arrangements sociaux. Il y existe un lien fort entre peur et spatialité, qui joue dans les deux sens, qui inclut l'architecture, l'urbanisme et la représentation (et localisation) des groupes subalternes en tant que « porteurs » de menace et de violence. Certaines des conséquences de cette spatialité peuvent être observées dans les villes entourées de murs d'enceinte, dans les résidences fermées ou dans l'urbanisme militarisé. L'existence de la métropole n'est pas visible en soi : il faut la colonie pour que le contraste entre l'invisible et le visible soit révélé, et c'est dans cette perspective qu'on peut comprendre le processus d'urbanisation comme géographie de la peur et criminalisation de l'altérité dangereuse fondée sur le racisme.

La sociologie urbaine dans les pays de la périphérie du monde tend à indiquer qu'il existe une extrapolation du sentiment d'insécurité à travers les médias, les conversations quotidiennes entre les gens, et la présence réelle de la criminalité. Suivant l'esthétique de l'urbanisme militarisé, les clôtures et les murs sont renforcés, organisant la ville non seulement en fonction de critères de sécurité et de ségrégation, mais aussi d'esthétique et de statut. Cela nous amène à réfléchir sur l'importance du maintien et de l'approfondissement des inégalités sociales et de la violence urbaine médiatisée pour la consolidation des fossés sociaux.

Un autre point d'ancrage essentiel qui justifie le fondement manichéen du bien (« nous ») et du mal (« eux ») concerne les relations entre la moralité, la religiosité et la rationalité. Le résultat de ces fusions – où se mêlent religion, État et rationalité – ne renvoie pas seulement au caractère des normes et des institutions ; ce sont des éléments qui déclenchent des interpellations collectives et la production de sensibilités partagées. À ce moment de l'histoire, alors que nous sommes déjà familiarisés avec une interprétation positive de la « civilisation » et de la « domestication », on peut dire que les femmes et les populations colonisées et asservies continuent d'être les cibles les plus immédiates (les « déviants ») du patriar-

cat. Ce n'est pas un hasard si les réactions de l'extrême droite ont un caractère masculinisé et blanc, revendiquent une virilité hétéronormative et une violence militarisée, et englobent sa répulsion de ce qu'elle qualifie d'« idéologie du genre ». Il est vrai que le déplacement des femmes du cadre restreint de l'espace domestique à l'espace public a suscité au sein de la masculinité un sentiment de peur existentielle.

> Imagination autoritaire et tendances sociétales

Par ailleurs, il convient de souligner trois tendances sociétales contemporaines qui constituent des ancrages socio-existentiels permettant la montée de l'imaginaire autoritaire : l'individualisation, la numérisation et le sentiment d'urgence. La première est celle du sujet moderne animé par la terreur de l'étranger. La rencontre avec l'autre déstabilise l'ordre du moi. L'individu vit dans un monde inquiétant et cherche donc continuellement des artifices pour se protéger de l'autre, qui est perçu comme un intrus, un danger annoncé. En ce sens, le lien social est régi par la peur – économiquement structurée –, l'autorité de l'État garantissant que la vie en société ne rime pas avec vulnérabilité menaçante. Le signe de l'individualisation, sous sa forme radicalisée, peut être illustré par « l'entrepreneuriat de soi ».

La deuxième tendance – la numérisation – concerne le pouvoir de pénétration des images, qui augmente dans une réalité dont l'une des caractéristiques fondamentales est l'accélération du temps. La numérisation s'alimente – et est alimentée par – un flux élevé d'informations, des avancées technologiques ayant des implications sur la communication et les relations, une attention dispersée à court terme permettant de multiples possibilités, et donc le pouvoir instantané de l'image. L'image a une « efficacité symbolique », c'est-à-dire qu'elle est déjà porteuse de contenu et qu'elle produit immédiatement du sens par rapport aux signifiants qui constituent l'unité imaginaire du moi. La centralité de l'image, liée à la numérisation de la société, a des répercussions importantes sur le langage lui-même et sur la circulation des idées. La concaténation d'images produisant un répertoire autoritaire, raciste et masculin est intégrée, par divers moyens, à l'imaginaire que l'extrême droite revendique et amplifie.

Enfin, dans le capitalisme contemporain, nous vivons le paradoxe du développement technologique avec une ac-

celération proportionnelle du temps, ce qui signifie que nous sommes plongés dans un état continu d'urgence lié au manque de temps. Ce qui semblait annoncer une économie formidable de temps, étant donné la vitesse accrue des transports, de la communication et surtout de la production, s'est transformé en son épuisement. L'accélération de la modernité implique une désynchronisation sociale, où les individus ont l'impression d'être toujours en retard et craignent de laisser échapper des occasions. Ce sentiment de retard favorise deux stratégies qui semblent centrales à l'extrême droite. La première est l'idée que tout est un « ultimatum » : « Il faut agir, et agir maintenant », le moment n'étant pas à l'élaboration d'un projet futur. La seconde indique l'obsolescence des institutions et de leur appareil, qui se révèlent lents face à la rapidité des flux de besoins. Ces dimensions découlent de la dynamique d'accélération du temps décrite par Helmut Rosa, avec des répercussions sur la compréhension collective et individuelle de l'espace-temps. Si le fonctionnement dans l'urgence est imposé en dépit des désirs individuels, au travers des structures sociales, on peut dire qu'il y a là des moyens d'action.

> Notes finales

La peur a produit et façonné des subjectivités tout au long de l'histoire en influençant les matrices discursives (les langues) dans une relation insomniaque et mobile avec la sensibilité et la corporalité. Les éléments structurels et structurants de la peur sont présents dans l'histoire, se réinventant constamment et réorganisant les relations interpersonnelles. Les dispositifs et les ancrages de la politique de la peur sont mobilisés pour justifier des pratiques autoritaires, que ce soit dans les relations interpersonnelles, dans les groupes ou entre la société et l'État. La dispersion et la multidimensionnalité de la peur sont frappantes, révélant un aspect social difficile à isoler ; il existe des couches visibles et invisibles, qui sont liées à la peur dans un mouvement qui s'entretient mutuellement. La multiplicité accrue des dispositifs de peur en tant qu'affect politique a conduit à la prise de conscience qu'ils servent de moyen et d'instrument pour des stratégies de domination et de contrôle social, avec des répercussions sur les formes d'interaction et les constitutions subjectives. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Lara Gonçalves Sartorio <larasartorio@iesp.uerj.br>

> Les luttes pour l'eau, un acte de résistance au capitalisme néolibéral

Madelaine Moore, Université de Bielefeld (Allemagne)



Barrage de Warragamba, en Australie. Crédit : iStock, zetter, 2022.

En Australie, où j'ai grandi à l'époque de la grande sécheresse des années 2000, l'eau – ou son absence – était un sujet omniprésent. Maintenant, alors que je vis dans le nord de l'Europe depuis près d'une dizaine d'années, l'urgence toujours plus grande avec laquelle se pose la question de la baisse du niveau des nappes phréatiques, de la sécheresse et des rivières stagnantes me semble cruellement familière. Pour une grande partie du *minority world* [le « monde minoritaire », c'est-à-dire le monde habituellement qualifié de « développé », où vit une minorité de la population mondiale], l'eau est quelque chose que nous tenons pour acquis. C'est lorsqu'il n'y a pas d'eau, lorsqu'elle cesse de couler ou lorsque l'eau qui coule est si

polluée qu'elle est dangereuse que nous commençons à prendre conscience des innombrables façons dont nous dépendons de l'eau et dont elle lubrifie les rouages de l'économie politique mondiale. L'eau – sa présence ou son absence – détermine non seulement comment et où nous pouvons vivre, mais aussi qui survivra, ce qui revient à dire que nous ne pouvons pas nous en passer.

> Le bien commun doit être au cœur de toute solution

Cette relation aliénée à l'eau est loin d'être universelle ; de nombreuses communautés indigènes considèrent l'eau comme la vie, comme une partie de nous-mêmes, et donc

>>

comme quelque chose qui ne peut être traité comme une marchandise. Pour les plus de deux milliards de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable et les 25% de la population mondiale qui vivent dans des environnements soumis au stress hydrique, l'eau n'est bien entendu pas quelque chose qui est considéré comme acquis. Dans le monde entier, les militants de l'eau se sont unis autour du slogan « l'eau, c'est la vie », exigeant que l'eau soit considérée comme un bien commun, essentiel à toute réponse efficace à la crise écologique actuelle.

Malgré la crise mondiale de l'eau, l'eau et les services et infrastructures qui y sont liés continuent d'être marchandisés, privatisés, commercialisés, et de plus en plus financiarisés. Ces processus sont présentés comme des solutions plutôt que comme des causes de la crise. Par exemple, la récente Conférence des Nations unies sur l'eau – la première conférence des Nations unies consacrée à l'eau depuis plus de 50 ans – a abouti à des appels à mobiliser davantage le secteur privé pour combler le déficit de financement. Alors que les entreprises multinationales, les compagnies des eaux et les institutions financières ont été encouragées à prendre des engagements volontaires et ont été conviées aux débats sur la manière dont la gestion de l'eau pourrait être davantage intégrée à la finance verte (maintenant peut-être bleue aussi ?) et à la responsabilité sociale des entreprises, de nombreux militants de l'eau et ONG n'ont pas été invités.

> **Produire de la vie au lieu de produire du profit : la résistance à la marchandisation**

Dans mon livre *Water Struggles as Resistance to Neoliberal Capitalism: A Time of Reproductive Unrest* publié récemment, je m'intéresse à la crise mondiale de l'eau et aux modes de résistance déployés en Australie et en Irlande face à l'expansion à l'eau de la frontière des marchandises. J'intègre une comparaison où les luttes pour l'eau servent à donner de la cohérence à cette conjoncture spécifique ; une conjoncture marquée par des crises en même temps économique, écologique et de la reproduction sociale, dont l'une des facettes est la crise mondiale de l'eau.

Le livre s'articule autour de deux axes principaux. Le premier est le rôle décisif de l'expropriation (de l'eau, de la nature et de la reproduction sociale) au service de l'accumulation capitaliste. Le second concerne les formes d'action qui émergent en réponse à cette tendance. En mettant en dialogue les manifestations contre les redevances dues pour l'eau en Irlande et la résistance à l'expansion du gaz non conventionnel en Australie, j'explore la tension entre la production de la vie et la production de profit qui détermine l'extension à l'eau de la nouvelle frontière des marchandises.

Mon argument est que chaque nouvelle mainmise sur l'eau révèle une facette différente, bien qu'interdépen-

dante, d'un système qui continue de mettre en péril la capacité à produire de la vie. Dans le cas irlandais comme dans le cas australien, les ressources en eau, ou l'eau en tant qu'infrastructure de reproduction sociale, ont été reconçues comme des sites d'accumulation pour résoudre les crises d'accumulation existantes qui ont émergé à la suite des crises financières de 2008-2010. En Australie, la nature a été utilisée comme un « réservoir et dépotoir » (*tap and sink*) où la croissance économique dépendait de son expropriation continue (combustibles fossiles, industrie minière et agriculture). Au même moment, en Irlande, le service public des eaux a fait l'objet d'une restructuration afin de rétablir l'équilibre des budgets publics à la suite du sauvetage des banques, et ce sont les classes populaires qui en ont fait les frais.

> **La « solution sphérique », une gestion de crise inefficace**

Cependant, l'un des principaux arguments du livre est qu'en agissant de la sorte, les crises économiques potentielles n'ont pas été résolues. Au contraire, l'expropriation et la reconception ont été réorientées vers les conditions qui rendent l'accumulation possible : la reproduction sociale, la nature et, de plus en plus, l'État. À partir du concept de David Harvey d'une « solution spatiale » (*spatial fix*), que je réinterprète à travers la théorie de la reproduction sociale, je développe la notion d'une « solution sphérique » (*spherical fix*) pour montrer comment le déplacement des crises entre ces sphères constitue une forme de gestion de crise. En Irlande, la crise économique a été « résolue » en la transformant en une crise de la reproduction sociale pour les classes populaires. En Australie, c'est en alimentant la crise écologique que la crise économique potentielle a été évitée, moyennant une intensification de l'extraction des combustibles fossiles pour l'exportation, puis en réduisant la capacité de reproduction sociale des communautés rurales qui dépendaient de ces mêmes paysages aquatiques. L'idée d'une solution sphérique met donc également en évidence la dépendance de ces régimes d'accumulation à l'égard de l'expropriation de la nature et du travail socialement reproductif, c'est-à-dire des dynamiques à la base de la crise mondiale de l'eau.

Pourtant, dans chaque cas, en donnant la priorité à la reproduction du capital transnational plutôt qu'aux populations rurales et ouvrières, les institutions politiques nécessaires à l'accumulation du capital se sont trouvées déstabilisées. Le chevauchement manifeste des intérêts politiques et économiques s'est traduit à la fois par une fermeture des possibilités formelles d'alternatives politiques et une contestation grandissante parmi les personnes rejetées par le statu quo existant. Les crises économiques ont pris la forme de crises politiques. Au fil des luttes engagées, des logiques subversives ont émergé, en rupture avec ce qui s'était passé auparavant ; le terrain po-

litique a été reconfiguré à mesure que les communautés se politisaient à nouveau à travers la lutte.

> Deux exemples de lutte sociale et d'antagonisme de classe croissants

En Australie, en redéfinissant l'eau comme un bien collectif plutôt que comme une forme de propriété privée, les communautés rurales s'attaquaient à une conception aliénée de la société et de la nature qui en Australie a été au cœur de l'expansion coloniale de la frontière des marchandises instituée par les Blancs. À partir du moment où l'on considérait l'eau et les communautés comme étant co-constitutives, il devenait nécessaire de distinguer la propriété des terres de la propriété privée, ce qui conduit à aborder la question de la dépossession et le caractère problématique de la notion de *terra nullius*. Ces mouvements sociaux ont fait apparaître une rupture avec la logique dominante de l'État et du marché, ainsi qu'un antagonisme de classe selon des critères écologiques. L'eau en est venue à être conçue comme une constellation de relations sociales contestées et la position de classe des individus à être déterminée en fonction de leur rapport à ces processus d'expropriation, plutôt que comme une position stratifiée dans la société.

En Irlande, l'importance accordée à l'eau en tant qu'infrastructure de reproduction sociale a rapidement évolué vers une critique plus générale de l'État et des institutions qui lui sont liées, en particulier de la démocratie représentative. L'eau en tant qu'infrastructure de reproduction sociale et infrastructure connexe a été considérée comme un bien commun, un droit collectif, et ne devait donc pas être une cible de l'accumulation du capital. Cependant, en formulant ces revendications, la capacité et l'intérêt limités de l'État à prendre en considération ce droit col-

lectif sont apparus plus clairement : les limites matérielles de l'État signifiaient que même si des droits tels que le droit à l'eau ont été théoriquement renforcés, ils n'ont pas pu être concrétisés. L'intégration de l'État irlandais dans les circuits du capital financier mondial impliquait qu'il continuerait à s'opposer à la réalisation des intérêts de la classe ouvrière.

> Un espace pour des logiques subversives : Les troubles autour de la reproduction

Avec chaque lutte sociale, ce sont plus que des alliances temporaires qui ont vu le jour ; un rapport commun à l'expropriation a créé une solidarité entre les communautés et au sein de chacune d'elles. En Irlande comme en Australie, les populations ont fait apparaître une contradiction essentielle du capitalisme néolibéral, à savoir l'incompatibilité croissante entre les conditions nécessaires à la production du profit et celles nécessaires à la production de la vie. En analysant ces luttes à la lumière de la théorie écosocialiste et de la théorie de la reproduction sociale, l'arène de la lutte des classes a été élargie pour inclure le foyer, la nature et le voisinage.

En situant ces luttes dans le cadre de la crise mondiale de l'eau et en commençant par les éléments de contradiction, je soutiens que les luttes pour l'eau interrompent les processus de reproduction capitaliste en même temps qu'elles ouvrent un espace pour des logiques subversives. En Australie et en Irlande, une période de troubles autour de la question de la reproduction s'est ouverte. Comme je le montre tout au long du livre, la crise mondiale de l'eau ne peut se résumer à une question d'accès ou de gestion d'une ressource, car ce qui est véritablement en jeu, ce sont les relations sociales et les institutions qui permettent l'accaparement de l'eau et la survenue des crises. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Madelaine Moore <madelaine.moore@uni-bielefeld.de>

